


REISL

**Revue Electronique Internationale des Sciences du Langage
Université d'Abomey-Calavi**

VARIA

**Numéro 1 / 2018
© LASODYLA-REYO / UAC
ISSN : 1840-9148**

Abstract blue wavy lines flowing across the bottom half of the page, creating a sense of movement and depth.

Présentation

REISL (Revue Electronique Internationale des Sciences du Langage) est une revue internationale qui regroupe des chercheurs de différents pays et de différentes universités. Elle est mise en ligne par la plateforme de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC).

L'originalité de REISL est son caractère thématique. Notre choix éditorial est de publier des contributions sur des thèmes relatifs aux sciences du Langage. Nous souhaitons accueillir des contributions abordant le plus grand nombre de champs relevant du domaine des Sciences du Langage.

REISL permet également la diffusion de travaux de jeunes chercheurs, ou de chercheurs confirmés, des travaux en sciences du langage, des actes des journées scientifiques, de colloques et autres manifestations scientifiques.

L'objectif de REISL est d'encourager des discussions scientifiques et théoriques les plus larges possibles portant sur les sciences du langage.

Directeur de publication

Gratien Gualbert ATINDOGBE (Université Buea, Cameroun)

Rédacteur en chef

Michaël AKINPELU (Université de Regina, Canada)

Comité international de sélection des articles

Ayo BAMGBOSE (Nigéria)

Katia GOLOVKO (Université de Bologne, Italie)

Olabiya YAI (Paris)

Oladélé AWOBULUYI (Nigéria)

Nico NASSENSTEIN (Université de Cologne, Allemagne),

Comité scientifique et de lecture

Aimé Dafon SEGLA (CNRS, Paris), Akanni Mamoud IGUE (UAC, Bénin), Blaise DJIHOUESSI (UAC, Bénin), Céline PEIGNE (INALCO, Paris), Christophe Hounkpati B. CAPO (UAC, Bénin), Flavien GBETO (UAC, Bénin), Florentine AGBOTON (UAC, Bénin), Gratien Gualbert ATINDOGBE (Buea, Cameroun), Guillaume CHOGOLOU (UAC, Bénin), Julien Koffi GBAGUIDI (UAC, Bénin), Katia GLOVSKO (Université de Bologne, Italie), Kofi SAMBIENI (UAC, Bénin), Laré KANTCHOA (Université de Kara, Togo), Laurent Alain ABOA (Côte d'Ivoire), Maxime da CRUZ (UAC, Bénin), Nico NASSENSTEIN (Université de Cologne, Allemagne), Patricia KOLETA (Université de Turin, Italie), Comlan FANTOGNON (Diltec - Paris 3, La Sorbonne Nouvelle), Dame NDAO (UCAD, Dakar), Michaël Akinpelu (Regina, Canada).

Consignes aux auteurs

Modalités de soumission

Un appel à contribution permanent est lancé une fois par an, en **octobre**, afin de permettre la diffusion du volume annuel. La thématique est précisée à chaque appel à contribution. L'envoi des contributions est gratuit. Les articles doivent être envoyés au directeur de publication à l'adresse suivante :

laboratoiresociolinguistique@yahoo.fr

Chaque proposition est évaluée par deux relecteurs anonymes dans un délai d'un mois (les propositions seront anonymées pour la relecture). Un article proposé pourra être refusé, accepté sous réserve de modifications, accepté tel quel. Les articles peuvent être rédigés en français ou en anglais, ou en version bilingue.

Ils doivent comporter un résumé de 20 lignes maximum en français ou en anglais, ainsi que 4 mots-clés en français ou en anglais. Le nombre de pages ou de caractères d'un article n'est pas limité. En revanche, un minimum de 8 pages est requis.

Présentation des contributions

Mise en page: Format A5 ; Marges = 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ; Reliure = 0 cm ;

Style normal (pour le corps de texte) : Police Centaur 13 points, sans couleurs, sans attributs (gras et italiques sont acceptés pour des mises en relief) ; paragraphe justifié, pas de retrait, pas d'espacement, interligne simple.

Titre de l'article : Police Centaur 14 points, sans couleurs, majuscules, gras ; paragraphe centré, pas de retrait, espacement après = 18 points, pas de retrait de première ligne, interligne simple. Titre I : Police Centaur 14 points, sans couleurs, pas de retrait, pas de retrait de première ligne, interligne simple.

Titre 2 : Police Centaur 13 points, sans couleurs, gras ; paragraphe gauche, espacement avant = 13 points, espacement après = 6 points, pas de retrait, pas de retrait de première ligne, interligne simple.

Titre 3 : Police Centaur 13 points, sans couleurs, italiques ; paragraphe gauche, espacement avant = 12 points, espacement après = 3 points, pas de retrait, interligne simple.

Notes : notes de bas de page, numérotation continue, 1...2...3... ; Police Centaur 10 points, sans couleurs, sans attributs (gras et italiques sont acceptés pour des mises en relief) ; paragraphe justifié, pas de retrait, pas d'espacement, pas de retrait de première ligne, interligne simple.

Références bibliographiques : Police Centaur 13 points, sans couleurs, sans attributs (gras et italiques sont acceptés pour des mises en relief) ; paragraphe justifié, pas de retrait, pas d'espacement, interligne simple.

Sélection des contributions

Les contributions reçues font d'abord l'objet d'une validation par le responsable du numéro, qui vérifie l'inscription dans la thématique annoncée et le respect minimal des règles

déontologiques, des attendus d'un article scientifique (données, sources, etc.) et des normes formelles d'écriture.

Les contributions sont ensuite données à évaluer à un comité de lecture constitué pour chaque numéro. Deux relecteurs évaluent chaque article de façon anonyme. Les évaluations sont adressées aux auteurs en préservant l'anonymat des relecteurs.

Les auteurs apportent les modifications demandées dans le cas d'avis favorables sous réserve de modifications. Le responsable du numéro s'assure de la prise en compte des modifications demandées aux auteurs.

Comme pour toute publication, les propos restent propriété intellectuelle des auteurs, et tout texte ou extrait de texte publié par REISL, une fois cité, sur quelque support que ce soit, doit faire référence aux auteurs et à la publication.

ISSN : 1840-9148

Dépôt légal N°I0432 du 19/06/2018

Bibliothèque Nationale, 2^{ème} trimestre, Porto-Novo.

VARIA

(REISL N°I)

SOMMAIRE

BILINGUISME DE TRANSFERT AU BENIN, UNE SEMPITERNELLE EQUATION, Moufoutaou ADJERAN, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)	8
NEGATION EN KUSAANUWAAY, LANGUE Joola DU GROUPE ATLANTIQUE, Dame NDAO & Pascal ASSINE, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)... ..	27
EQUIVALENCE DYNAMIQUE DE QUELQUES EXPRESSIONS EN PIDGIN ANGLAIS VERS LE FRANÇAIS POPULAIRE AFRICAIN : LE CAS DES ROMANS NIGERIANS, OYELESO Rasheed, The Nigeria French Language Village, Badagry-Lagos (Nigeria)	49
NIGERIA AND RELIGION – A COMPLEX PHENOMENA, Balogun, O. O. E., Odunlami, Idowu Adeniyi, Tai Solarin University of Education (Nigeria)	76
VOCATIONAL EDUCATION FOR ECONOMIC DEVELOPMENT IN NIGERIA, Akpors Sunday OSEJI, Adedoyin Opeyemi OKUSANYA, Soyebi Gabriel ADEWALE, Tai Solarin University of Education (Nigeria)	93

BILINGUISME DE TRANSFERT AU BENIN, UNE SEMPITERNELLE EQUATION

Moufoutaou ADJERAN
Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

Résumé

Après un piétinement qui s'inscrit indéfiniment dans le temps, il est d'une nécessité impérieuse de concevoir l'usage des langues nationales dans le système éducatif formel comme un acte d'indépendance et de souveraineté. Dans cette logique, il serait inconséquent d'espérer un quelconque soutien des partenaires au développement dans l'accomplissement d'une telle action. Nous proposons deux démarches pouvant faciliter l'utilisation des langues nationales dans le système éducatif formel. Dans un premier temps, les autorités politiques doivent s'accorder sur la nécessité d'une révision constitutionnelle favorisant la correction de l'article portant statut des langues nationales en faisant d'elles des langues officielles. Dans un deuxième temps, procéder à une campagne de sensibilisation de longue durée aux fins de corriger les représentations à l'égard des langues nationales qui sont vues comme des « sous-langues », peu valorisantes et de rectifier l'appréhension de langue de tous les espoirs accolée au français considéré comme valorisant.

Mots-clés : bilinguisme de transfert, éducation formelle, langues nationales, politique linguistique

Introduction

Plus de cinquante ans après les indépendances politiques africaines, il peut paraître anachronique de parler encore en 2018 de l'introduction des langues nationales dans l'enseignement formel au Bénin. Le sujet a

été discuté et tout porte à croire qu'il a été épuisé. De nombreux travaux de recherche ont documenté, évalué, comparé, modélisé les expériences du bi-plurilinguisme. Beaucoup d'avancées sont notées dans les différentes propositions mais le progrès est peu perceptible dans le domaine. Les systèmes éducatifs d'Afrique noire francophone restent caractérisés par les mêmes phénomènes inquiétants : pléthore des effectifs, déperdition scolaire, déscolarisation, échecs linguistiques et pédagogiques, inadaptation des programmes et des méthodes d'enseignement, manque cruel de moyens matériels et financiers, absence d'outils didactiques. Tout cela est manifeste d'un profond malaise de nos systèmes éducatifs à bout de souffle.

Le système éducatif béninois n'échappe pas à ce triste constat face auquel des formules alternatives ont été proposées, avec pour particularité l'introduction et la promotion des langues nationales dans l'enseignement, non seulement en harmonie avec les autres langues comme le français, mais surtout dans la perspective d'un bilinguisme de transfert de type institutionnel comme l'a si bien montré Tariam (2002) : institutionnaliser la pratique pédagogique qui consiste à partir des acquis liés à l'apprentissage de la première langue pour faciliter l'apprentissage de la seconde, d'autant plus que les réussites scolaires des enfants semblent tributaires de l'utilisation des langues maternelles comme langue d'enseignement.

Si les systèmes éducatifs importés se sont surtout imposés par la langue, élément incontournable dans l'acquisition des savoirs scolaires ainsi que le relève Hagège (2000), l'utilisation d'une langue étrangère comme langue d'enseignement n'entraîne-t-elle pas *ipso facto* une minoration immédiate de la culture d'origine puisque celle-ci apparaît d'entrée de jeu comme étant incapable de fournir ne serait-ce que le support de la formation ? Le recours exclusif du français entraîne d'importantes conséquences psychologiques et se retrouve à l'origine des énormes taux de déperdition scolaire. Empêcher l'enfant de pratiquer sa langue maternelle pourrait provoquer un traumatisme psychologique de son développement affectif et cognitif, d'où cette réflexion de Zerbo (1993 : p.457) : « Le jeune africain a au moins cinq ans de retard sur son homologue français quand il rentre à l'école car le petit français a appris sa langue maternelle par la méthode la plus active et la plus efficace qui soit, c'est-à-dire par le truchement de la vie et de l'action, ce qui n'est pas le cas chez le petit africain ». Diop (1979 : p.415) s'inscrit dans cette logique quand il déclare : « un enseignement qui serait donné dans une langue maternelle permettrait d'éviter des années de retard dans l'acquisition de la connaissance ».

Dans les pays où, de l'école primaire à l'université, l'enseignement est entièrement en français, en anglais ou en portugais, souligne Erny (1989), l'affection aux langues africaines est très forte. Nous ne pouvons donc renoncer à nos langues, cela n'est pas possible martèle Zerbo (1990).

Dans la plupart des pays, précise Belloncle (1994), l'enseignement primaire est déjà inadapté pour la minorité des enfants qui y ont accès. Partant de là, la problématique résumant l'ensemble de notre analyse peut s'énoncer en ces interrogations : Comment se sont opérées l'imposition du français et la pratique de « défrichage » des langues nationales ? Quoi retenir des politiques de promotion des langues nationales ? Une politique linguistique performative ne serait-elle pas salutaire pour le Bénin ?

I. Politique linguistique de promotion des langues nationales

L'utilisation des langues nationales pour assurer une efficacité du système éducatif est pourtant perçue de longue date par le peuple béninois. Cette préoccupation est reprise depuis 1963. Grâce aux luttes diverses menées par le peuple béninois et les intellectuels patriotes, une ordonnance, celle N°71-28 C.P./MEN, du 24 juin 1971, portant Loi d'Orientation de l'Education Nationale a été prise. En son chapitre 22, on lit ce qui suit : « L'Education civique et morale ainsi que l'enseignement des langues nationales devront tenir une place importante dans les programmes d'enseignement. »

Des actes juridiques allant dans le sens de la clarification du statut juridique des langues nationales existent et sont observables dans différents textes. Dans le discours-Programme du 30 décembre 1972 et le Discours d'Orientation Nationale du 30 novembre 1974, on peut lire, à propos des langues nationales, ce qui suit :

« revaloriser notre culture, nos langues et nos traditions ».

Tout juste après le coup d'Etat militaire du 26 octobre 1972 qui a amené au pouvoir le commandant Mathieu Kérékou, le Discours-Programme du 30 novembre 1972 prononcé par ce dernier et le nouveau pouvoir qu'il incarne appelle à « rompre avec le carcan d'étouffement de nos valeurs nationales que constitue l'école traditionnelle (...). Pour cela, il faudra revaloriser nos langues nationales ». Cet appel a été entendu puisque, en 1973, le Programme National d'Edification de l'Ecole Nouvelle a affirmé que « la langue étant le véhicule d'une culture, il faudra travailler à la réhabilitation, à la défense et à l'illustration de nos cultures en introduisant nos langues dans notre enseignement ». Mieux, la Loi d'Orientation de l'Education Nationale de 1975, en son article 7, l'a pris juridiquement en compte en ces termes : « les langues nationales doivent être introduites progressivement dans l'enseignement d'abord comme matières d'enseignement au même titre que les autres disciplines, ensuite comme véhicules du savoir ». C'est en exécution de cette recommandation que l'utilisation des langues nationales a été introduite dans le préscolaire, dans les Centres d'Eveil et de Stimulation de l'Enfant (CESE). Ainsi, de 1975 à 1989, les programmes exécutés dans le CESE se sont attelés à une revalorisation des éléments culturels, notamment des langues béninoises, dans le but de favoriser l'enracinement de l'enfant dans son milieu, d'éveiller ses potentialités et de développer ses capacités. La loi fondamentale (constitution) du 26 août

1977 consacre la rupture avec les périodes précédentes et subséquentes en détrônant le statut de langue officielle accordée à la langue française et affiche, en son article 3, alinéas 4 et 5, son désir de développer les langues nationales qu'elle ne consacre pas pourtant langues officielles : « Toutes les nationalités jouissent de la liberté d'utiliser leur langue parlée et écrite et de développer leur propre culture. L'Etat aide activement les nationalités vivant dans les localités peu développées à atteindre le niveau économique et culturel de l'ensemble du pays. »

D'importantes avancées ont été réalisées à cette époque. Ainsi, en dehors de l'entrée des langues nationales dans les Centres d'Eveil et de Stimulation de l'Enfant (CESE), précisons :

- les langues nationales ont fait leur entrée à l'assemblée nationale ; les débats dans cette assemblée étant menés en français et dans les langues nationales, puisque beaucoup de commentaires du peuple (c'est ainsi qu'on nommait les députés) n'avaient pas reçu une éducation scolaire en français ;
- la création du Centre National de Linguistique Appliquée (CENALA), actuel Institut National de Linguistique Appliquée (INALA) (Cf. Arrêté n°467-C/MESRS/DGM/SP du 20 juillet 1984) par de jeunes révolutionnaires ;
- la création, dès 1980, d'un Ministère chargé de l'Alphabétisation et de la Culture Populaire ;

- la création de la Direction de l'Alphabétisation et de la Presse Rurale (DAPR) (Cf. décret N°74-303 du 21 novembre 1974) qui a lancé les premières campagnes intensives d'alphabétisation ;
- l'ordonnance n°75-30 du 23 juin 1975 portant Loi d'Orientation Nationale ;
- le décret n°75-272 du 24 octobre 1975 par lequel le Conseil des Ministres a rendu obligatoire un alphabet national ;
- la création, à l'Université Nationale du Bénin (aujourd'hui Université d'Abomey-Calavi), en 1977, de la Section d'Etudes Linguistiques et de Tradition Orale (aujourd'hui, Département des Sciences du Langage et de la Communication).

La conférence des forces vives de la nation tenue en février 1990 marqua la fin de l'ère dite révolutionnaire et le début du processus dit démocratique dans le pays. Les Etats Généraux de l'éducation tenus du 2 au 9 octobre 1990 ont recommandé l'introduction des langues nationales dans l'éducation formelle, non seulement au CESE, mais en partenariat avec l'apprentissage du français dès la seconde année. Une note circulaire ministérielle N°0094/MEN/EMB/DGM/DEM du 29 septembre 1991 réaffirme la nécessité d'enseigner les langues nationales à la maternelle : « Pour permettre une transition harmonieuse entre le préscolaire et l'école primaire, l'utilisation de la langue française se fera uniquement en 2^{ème} année de CESE et ne prendra en compte que les

activités d'expression orale et les activités pré mathématiques ».

Mais la constitution du 11 décembre 1990 avait déjà rétabli la suprématie de la langue française en la proclamant langue officielle avant de se raviser en son article 11 en disant : « Article 11 : Toutes les communautés composant la Nation béninoise jouissent de la liberté d'utiliser leurs langues parlées et écrites et de développer leur propre culture tout en respectant celles des autres ».

En phase avec l'article 11 de la Constitution, le relevé du conseil des ministres en date du 15 juillet 1992 a recommandé de :

- intensifier la recherche linguistique appliquée sur les langues nationales ;
- développer des outils de base pour l'alphabétisation ;
- assurer un appui politique technique et financier aux langues nationales ;
- former le personnel des collectivités locales à l'usage écrit des langues du milieu ;
- la loi n°91-006 du 25 février 1991 portant Charte culturelle de la République du Bénin recommande : « l'impérieuse nécessité de développer les langues nationales, vecteur de nos cultures et instruments privilégiés du développement culturel ».

Toutes ces dispositions montrent bien que les langues nationales sont valorisées théoriquement. Il reste

que cela s'accompagne d'actions concrètes et de résultats probants. L'action la plus concrète en faveur des langues nationales dans le système éducatif formel est son introduction dans le champ de formation « Education sociale » selon les Nouveaux Programmes d'Etudes (NPE) dont l'expérimentation remonte à 1998 et la généralisation à 2000.

Malgré l'existence de ces dispositions salutaires pour l'épanouissement des langues nationales, l'Etat se contredit en menant une politique de renforcement du statut du français. Plusieurs dispositions prises par l'Etat lui-même valident ce triste constat.

2. Politique linguistique de renforcement du statut du français

Plusieurs textes juridiques renforcent le statut du français. A titre d'illustration, quelques textes significatifs de la période du renouveau démocratique le confirment :

- à l'article 99 de la loi n°97-029 du 15 janvier 1999 portant organisation des Communes en République du Bénin, on lit ceci : « la commune doit veiller à la promotion des langues nationales en vue de leur utilisation sous forme écrite et orale » mais plus haut, cette loi semble aller en contradiction avec l'article ci-dessus cité puisqu'elle précise en son article 38 ce qui suit : « Le Maire et ses adjoints sont élus, par le conseil communal en son sein, au scrutin uninominal secret à la majorité

absolue. Le Maire et ses Adjoints doivent savoir lire et écrire le français » ;

- les lois sur les élections en République du Bénin depuis l'an 2000 exigent la connaissance du français, ce qui traduit bien l'état des lieux que les langues nationales ne sont pas valorisées après près d'un demi siècle après 1975, année des campagnes intensives d'alphabétisation. L'article 55 de la loi n°2000-18 du 03 janvier 2001 portant règles générales pour les élections en République du Bénin dispose en son article 55, alinéa 3, ce qui suit : « les membres de bureau de vote sont désignés avant l'ouverture de la campagne électorale par décision de la Commission Electorale Nationale Autonome (CENA). Ils doivent savoir lire et écrire le français ».

L'alinéa 8 du même article (55) de la même loi renchérit : « En cas de défaillance d'un membre de bureau constaté à l'ouverture ou au cours du scrutin, il est pourvu à son remplacement par le président qui choisit au sort parmi les électeurs présents sachant lire et écrire le français ; mention en est portée au procès-verbal ». Toujours dans la même loi on lit à l'alinéa 4 de l'article 75 ce qui suit : « Les membres du bureau de vote effectuent le dépouillement des votes et le décompte des voix, assistés de scrutateurs choisis par le président sachant lire et écrire le français. »

On remarque, ici, une politique de consécration du français comme langue officielle et langue de gagne-pain

tandis que les langues nationales servent à des fins récréatives. L'an 2006 a été celui de tous les espoirs.

3. L'an 2006, une lueur d'espoir pour un enseignement bi-plurilingue

Sur le plan du développement des langues nationales, le régime du changement semble avoir posé des actes concrets allant dans le sens de la réhabilitation des valeurs culturelles nationales. Les intentions ci-après sont illustratives de ce constat: l'organisation d'un Forum sur le secteur de l'Education tenu à Cotonou du 12 au 16 février 2007. Intéressons nous à deux points importants de ce forum à savoir la méthodologie et le chronogramme recommandés. La méthodologie retenue est formulée ainsi qu'il suit :

« C'est un modèle d'éducation bilingue opérationnel, français / langues maternelles nationales, enseignées simultanément dans les trois ordres d'enseignement qui est visé :

- *le préscolaire et le primaire, le secondaire (général et technique), le supérieur. L'objectif est ici de partir de l'écriture et de la lecture maîtrisées des langues nationales pour enseigner les cultures qu'elles véhiculent dans ce qu'elles ont de positif et de grand, afin de réconcilier l'élève et /ou l'étudiant avec lui-même et avec son milieu. La mise en œuvre du processus nécessite de déterminer deux étapes :*

- *la définition des modalités d'introduction des langues nationales dans le système éducatif formel béninois ;*
- *l'expérimentation avant la généralisation. Mais si jusqu'à ce jour l'introduction des langues nationales dans notre système éducatif n'est pas effective, c'est surtout à cause de la résistance à l'innovation et la maîtrise par l'intelligentsia béninoise d'un modèle culturel national fondé sur un bilinguisme pragmatique, choisi et assumé. La première démarche à mener sera d'aller vers les élus locaux pour leur faire comprendre le bien-fondé de cette innovation qui est un paramètre fondamental pour l'émergence du développement humain dans notre pays ».*

Le chronogramme recommandé est formulé comme il suit :

« **En 2006-2007**

- *Le forum sur l'Education Nationale est tenu, précédé de la concertation avec les populations au plan départemental ;*
- *Les modalités d'introduction des langues nationales au système éducatif formel sont clairement définies ;*

- *L'étude de faisabilité de la création d'un Institut des Langues et Cultures Africaines à l'Enseignement Supérieur est réalisée.*

En 2007-2008

- *La sensibilisation des élus locaux est faite ;*
- *La Commission spéciale a élaboré les programmes et défini les contenus à l'Enseignement Supérieur ;*
- *La sensibilisation des étudiants et des enseignants est réalisée dans toutes les entités par cette Commission ;*
- *La CTIS de langues nationales est installé et a rédigé les programmes ; elle a défini les contenus, le profil des formateurs, les masses horaires ;*
- *La formation des formateurs est faite à tous les niveaux d'enseignement ;*
- *L'élaboration des manuels, des outils didactiques par la CTIS de langues nationales est mise en œuvre.*

En 2008-2009

- *L'expérimentation est mise en place dans trois CESE, dans trois classes de CMI ; dans trois classes de seconde générale et deux classes de seconde technique par département et ce, dans les localités où les élus locaux ont donné leur accord ;*
- *L'élaboration des manuels et outils didactiques par la CTIS de langues nationales se poursuit ;*
- *L'ouverture de l'Institut des Langues et Cultures Africaines (ILCA) est faite ;*

- *L'expérimentation se poursuit avec les outils élaborés.*

En 2009-2010

- *L'expérimentation se poursuit aux différents niveaux identifiés ;*
- *L'évaluation de l'expérimentation est réalisée ;*
- *Les corrections sont faites.*

En 2010-2011

- *Les manuels et outils didactiques sont multipliés et distribués ;*
- *Les commissions techniques au niveau de l'ILCA engagent l'élaboration de manuels aux disciplines scientifiques et techniques en langues nationales.*

En 2011-2012

- *L'instauration des épreuves en langues nationales au CEPE, au BEPC et au CAP est effective ;*
- *L'élaboration des manuels aux disciplines scientifiques et techniques est poursuivie.*

En 2012-2013

- *Les épreuves en langues nationales aux CEPE, BEPC, BAC et aux concours professionnels sont administrées*

En 2013-2014

- *L'évaluation de la mise en œuvre de l'innovation est faite ;*
- *Les corrections sont faites.*

En 2015-2016

- *La généralisation dans les trois ordres d'enseignement est faite ».*

Toutes ces intentions sont restées lettres mortes et plongent toujours le système éducatif dans une léthargie dont la fin est incertaine encore en 2017. Il est bien justifié de se demander : à quand l'enseignement bi-plurilingue au Bénin ? L'horizon semble encore sans issue au regard des positions peu tranchées du gouvernement de la rupture qui devrait s'inscrire dans la démarche d'une politique linguistique performative.

4. Politique linguistique performative

Une politique linguistique performative est une politique qui, sans jamais rejeter la politique coloniale, conserve la langue du colonisateur en modifiant son rapport aux autres langues nationales. Cette disposition de modification est généralement inscrite dans la constitution des pays et qu'il faut *de facto* modifier.

Cette modification se matérialise essentiellement dans une réduction du domaine d'emploi (Ferguson, 1959 : 236-241) de la langue coloniale comme la principale langue d'enseignement qui est manifeste dans l'enseignement primaire, l'alphabétisation et l'éducation des adultes. S'il faut souligner que cette modification est effective dans l'alphabétisation et l'éducation des adultes, elle doit s'étendre sur tout l'enseignement primaire. Une telle politique prend, en général, appui sur la conception du développement endogène dans laquelle l'Etat Africain, en l'occurrence le Bénin, estime qu'il doit se développer par ses propres moyens, que la langue du colonisateur

constitue un handicap à son développement parce qu'elle ne saurait convenir comme langue d'enseignement à des apprenants qui n'en ont aucune connaissance et qu'une langue nationale doit assumer cette fonction. Cela garantit une meilleure communication de la connaissance dispensée dans les salles de classe ou dans les centres d'alphabétisation. Plusieurs expériences valident la pertinence de cette approche. Citons entre autres pays le Burundi (cf. Ntahombaye, 1994), la République Démocratique du Congo (cf. Mbula Paluku, 1997), le Mali (cf. Skattum, 2000), le Niger (cf. Niger, 2002), le Rwanda (cf. Nkusi, 1991). Ces pays ont obtenu d'excellents résultats dans le domaine de l'alphabétisation en langues nationales; cela constitue pour eux une source de motivation et se sont inscrits dans une logique de réforme de l'enseignement primaire visant à remplacer la langue du colonisateur par une ou des langues nationales pendant les premières années de l'enseignement primaire. Le cas du Burkina-Faso est également édifiant. Son expérience dans l'utilisation des langues nationales comme celles de l'enseignement s'est révélée satisfaisante. L'inscription des autorités béninoises dans cette politique linguistique performative mettrait le Bénin sur la liste des Etats qui font usage, avec succès, d'un enseignement bilingue en Afrique.

Conclusion

Après un piétinement qui s'inscrit indéfiniment dans le temps, il est d'une nécessité impérieuse de concevoir l'usage des langues nationales dans le système éducatif formel comme un acte d'indépendance et de souveraineté. Dans cette logique, il serait inconséquent d'espérer un quelconque soutien des partenaires au développement dans l'accomplissement d'une telle action. Nous proposons deux démarches pouvant faciliter l'utilisation des langues nationales dans le système éducatif formel. Précisons que nos propositions sont complémentaires de celles existantes. Dans un premier temps, les autorités politiques doivent s'accorder sur la nécessité d'une révision constitutionnelle favorisant la correction de l'article portant statut des langues nationales en faisant d'elles des langues officielles. Dans un deuxième temps, procéder à une campagne de sensibilisation de longue durée aux fins de corriger les représentations à l'égard des langues nationales qui sont vues comme des « sous-langues », peu valorisantes et de rectifier l'appréhension de langue de tous les espoirs accolée au français considéré comme valorisant. C'est au prix de ces sacrifices que nous nourrirons l'espoir de voir nos rêves se réaliser.

Références bibliographiques

Belloncle, G., 1994, *La question éducative en Afrique noire*, Paris, Kartala.

- Erny, P., 1989, *L'enseignement dans les pays pauvres : modèles et propositions*, Paris, L'Harmattan.
- Ferguson, Ch. 1959. « Diglossia », *Word*, n°15, pp. 325-340.
- Hagège, C., 2000, *Halte à la mort des langues*, Paris, Lattès.
- Mbula Paluku, A. 1997. « L'enseignement des et en langues nationales au Zaïre. Bilan d'une expérience », *Tranel*, n°26, pp.15-32.
- Niger, 2002, *Les langues nationales à l'école primaire, Education de l'école expérimentale*, Niamey.
- Nkusi, L. 1991. « Situation sociolinguistique des pays faisant usage de la langue française : le cas du Rwanda », in *Langues, Economie et Développement, tome 2*, Paris / Aix-en-Provence, ACCT/IECF.
- Skattum, I. (dir.). 2000. « L'école et les langues nationales au Mali », *Spécial Issue, Nordic Journal of African Studies*, n°9-3.
- Tariam, P. 2002. *L'éducation bilingue, un continuum éducatif de base formelle au Burkina-Faso*, Ouagadougou, OSEO, RBF.
- Zerbo, J.-K., 1993, *Education et développement, Perspectives n°4*, Paris, Payot.

Autres

- Kerekou M. *Discours d'orientation nationale* du 30 novembre 1974.

Kerekou M. *Discours programme du Gouvernement Militaire Révolutionnaire* du 30 novembre 1972.

République du Bénin, Conseil des ministres du mercredi 29 mai 2013, *Communiqué final*, Cotonou.

République du Bénin, *Constitution* du 11 décembre 1990.

République du Sénégal. Décrets. - 1971. N°71-566 relatif à la transcription des langues nationales.

République du Sénégal. Décrets. - 1985/2005. N°85-1232/2005-992 relatifs à l'orthographe et à la séparation des mots en wolof.

République Populaire du Dahomey, *Loi Fondamentale* du 26 août 1977.

République Populaire du Dahomey, *Ordonnance n° 75-30* du 23 juin 1975.

NEGATION EN KUSAANUWAAY, LANGUE JÓOLA DU GROUPE ATLANTIQUE

Dame NDAO & Pascal ASSINE
Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Résumé

Cet article a traité travail des différents procédés qui permettent d'encoder la négation morphosyntaxique en kusaanuwaay. Nous y avons présenté les différents procédés qui permettent d'encoder la négation morphosyntaxique. L'analyse des procédés convoqués révèle que le kusaanuwaay manifeste des particularités typologiques qui ne sont pas observables dans les autres langues jóola. Nous retenons que l'ensemble des formes négatives constitue un système hétérogène avec plusieurs variétés de procédés.

***Mots-clés :** négation, jóola, kusaanuwaay, morphosyntaxe, suffixe, morphème*

Introduction

Le kusaanuwaay est une langue atlantique parlée respectivement en Guinée-Bissau et au Sénégal. C'est une langue qui appartient au groupe jóola. Le locuteur kusaanuwaay utilise différentes stratégies pour une formulation positive ou négative. La négation est un procédé qui consiste à nier une affirmation ou une vérité. Selon Creissels (2006 : 129) « *La négation se manifeste par une inversion systématique de la valeur de la vérité de l'énoncé assertif* ». Une phrase négative dispose d'une représentation sémantique comportant une négation

exprimée par un morphème de négation lequel apparaît soit avant le verbe, ou soit après celui-ci. L'une des caractéristiques des langues du groupe jóola est que l'expression du négatif se présente sous des formes diverses et variées. Dans cet article, nous proposons une description synchronique de la négation en kusaanuwaay. Le kusaanuwaay un parler jóola présente certaines particularités typologiquement intéressantes. L'intérêt de ce travail repose sur la description des différentes formes de la négation mais surtout sur les particularités morphosyntaxiques portant sur les syntagmes négatifs qui diffèrent du kusaanuwaay aux autres parlers jóola.

I. Démarche méthodologique

Notre approche consiste d'abord à décrire les caractéristiques des types de négation en kusaanuwaay que discute cet article. Ce travail est basé sur un corpus de textes spontanés recueillis dans une mission de terrain que nous avons menée aux mois février 2017 et mars 2018. En réalité, ce temps d'immersion peut paraître relativement bref mais nous pensons avoir passé en revue les différentes formes qui encodent la négation. L'analyse du corpus a permis de relever d'autres formes typiques par rapport aux autres parlers jóola. Partant de ce constat, nous avons au besoin comparé ces propriétés avec celles décrites dans d'autres parlers jóola, afin de mettre en relief les particularités de la négation en kusaanuwaay.

Notre modèle théorique se veut neutre, c'est-à-dire qu'il ne repose pas sur une théorie syntaxique spécifique.

Elle consiste plutôt à décrire les régularités dans la construction négative par référence aux phrases négatives telles que nous les percevons en *kusaanuwaay*. Cette approche théorique neutre s'inspire de Creissels (2006).

I.2. Le *kusaanuwaay* et ses locuteurs

Le *kusaanuwaay* est parlé par une communauté minoritaire et à majorité animiste appelée les *kusaanu* en Guinée Bissau dans le village de Suzana, situé à l'extrême nord-ouest dans la région de Cacheu, section de São Domingos. Il est aussi parlé dans quelques villages situés à la frontière entre le Sénégal et la Guinée-Bissau, précisément au sud du département d'Oussouye, région de Ziguinchor. On notera aussi à l'intérieur de cette communauté des chrétiens et des musulmans composés essentiellement d'étrangers. Les occupations des populations sont orientées vers l'agriculture (principalement le riz), les plantations, l'exploitation des produits de la nature, l'élevage, etc.

I.3. L'état de la documentation sur le *kusaanuwaay*

A notre connaissance, il existe un seul travail scientifique sur la langue à savoir Assine (2008). Dans ce mémoire l'auteur nous présente le système phonologique de la langue et les classes nominales. D'un point de vue dialectologique, le *kusaanuwaay* est un parler joola même si le recensement de ces langues et leur classification reste problématique et sujet à débat. Les raisons de ces difficultés tiennent à la fois du manque de documentation

et des problèmes théoriques posés par leur classification, notamment quant à la différenciation entre langues et dialectes. Ainsi, certaines langues ne sont répertoriées que comme variétés d'autres langues qu'il s'agit de langues différenciées, d'après les critères en vigueur (notamment l'inter-compréhension et le taux de ressemblance lexicale). C'est le cas des parlers joola qui nous intéressent dans cette réflexion et qui constituent une bonne vingtaine d'idiomes parlés en Casamance et en Guinée-Bissau. Comme nous allons le montrer dans ce travail, la langue présente quelques différences par rapport à l'expression de la négation.

I.4. Présentation du travail

Dans ce travail nous nous proposons de présenter à travers des exemples précis les différentes formes qui marquent la complexité formelle de l'expression du négatif. Dans une première partie, nous présenterons la communauté et sa langue. Une telle présentation nous semble, en effet, s'imposer, étant donné que cette langue est encore très peu connue de la communauté scientifique. Dans une seconde partie, nous étudierons les différentes manifestations de la négation que nous avons pu relever. Enfin, nous récapitulerons dans la conclusion les caractéristiques essentielles du système de la négation et nous discuterons de l'intérêt scientifique de ce système.

2. Présentation générale

Il existe en kusaanuwaay une documentation très faible. Nous nous sommes inspiré de Assine (2008) et les résultats sont surtout basés sur des données de seconde main obtenues lors de nos différentes missions de terrain.

2.1. Quelques points de phonologie

Le but de cette section est de donner quelques éléments sur la phonologie de la langue permettant de comprendre son système. Le système consonantique se présente comme suit.

2.1.1 Consonnes

Nous avons relevé 19 consonnes : p, b, m, t, d, n, s, r, l, c, j, ñ, y, k, g, ŋ, w, ʔ, h.

Toutes les occlusives peuvent être précédées d'un élément nasal homorganique : mp, mb nt, nd, ɲc, nj, nk, ng.

2.1.2. Voyelles

L'inventaire des voyelles a décelé dans la langue 10 voyelles : i, ɪ, é, e, á, a, ó, o, ʊ, u. Les oppositions par exemples entre i et ɪ d'une part, u et ʊ d'autre part sont présentées comme des oppositions d'avancement et de rétraction de la racine de la langue. Le kusaanuwaay connaît donc un phénomène d'harmonie vocalique : le système vocalique comporte deux séries (a, ɛ, ɔ, ɪ, ʊ d'une part, ə, e, o, i, u d'autre part) qui ne se combinent pas entre elles au sein du mot phonologique. Le principe de

l'harmonie vocalique est simple : le trait [+ATR] est dominant, ce qui signifie que la présence d'une voyelle [+ATR] diffuse ce trait à l'ensemble des voyelles du mot

2.2. Quelques points de la morphosyntaxe

Comme les autres langues du groupe Bak dont il fait partie, le kusaanuwaay présente des systèmes de classification nominale presque prototypiques dans le contexte Niger-Congo et marque les classes par des préfixes. Les classes sont définies par leur schème d'accord. L'accord concerne les démonstratifs, les adjectifs, les numéraux, les pronoms et les interrogatifs. Le substantif comporte un préfixe de classe, on va dire à sélection lexicale, suivi du radical. Le nom en forme de citation ne comporte aucune marque nominale. En kusaanuwaay, l'infinitif est une forme nominalisée du verbe. Le kusaanuwaay est une langue aspectuelle. Les marqueurs de TAM se suffixent généralement au thème verbal. Dans cette langue il existe plusieurs morphèmes pour exprimer le déplacement. Dans les langues de l'ensemble linguistique joola, tout comme dans les langues du groupe atlantique, le kusaanuwaay ne fait pas exception, la structure canonique de la langue est SVO.

3. Les types de négation

Le kusaanuwaay connaît plusieurs marqueurs de la négation. Nous avons distingué trois types de négation: la négation morphémique, la négation morphologique et la négation par la copule *let*.

3.I. La négation morphémique

La négation morphémique consiste en l'utilisation d'un morphème pour nier une assertion. Le kusaanuwaay a recours à deux morphèmes de négation pour exprimer les énoncés non verbaux et des actions inaccomplies. Il s'agit de *ntuwa* ; *atibi*.

3.I.I. *atubi*

Le morphème *atubi* est antéposé au thème verbal lors qu'il s'agit de nier une assertion qui exprime une action qui doit se réaliser dans le futur. Le moment de réalisation du procès peut être proche ou éloigné mais l'énonciateur signale que jusqu'à un T_x le procès n'aura pas lieu. Le passage de l'énoncé affirmatif à l'énoncé négatif se fait d'une part par la disparition de la marque temporelle *manbi* et l'introduction de la marque négative *atubi*.

I	a.	<i>Apañnoorom manbi akay Dakaar kajom</i>				
		a-pañoor-om	manbi	a-kay	Daakar	kajom
		CLI-épouse- POSS.ISG	FUT	S.3SG -aller	Dakar	Demain
		« Mon épouse ira à Dakar demain »				
	b.	<i>Apañnoorom atibi akay Dakaar kajom</i>				
		a-pañoor-om	atubi	a-kay	Daakar	kajom
		CLI-épouse- POSS.ISG	NEG	S.3SG -aller	Dakar	Demain
		« Mon épouse n'ira pas à Dakar demain »				

2	a.	<i>Añaakanau mambi áragul aɲílau</i>			
		a-ñaakan-au	mambi	a-nágul	a-ɲíl-au
		CLI-vieille femme-DEF	FUT	S.3SG-frapper	CLI-enfant-DEF
		« La vieille femme frappera l'enfant »			

	b.	<i>Añaakanau atubi áragul aɲílau</i>			
		a-ñaakan-au	atubi	a-nágul	a-ɲíl-au
		CLI-vieille femme-DEF	NEG	S.3SG-frapper	CLI-enfant-DEF
		« La vieille femme ne frappera pas l'enfant »			

Le prohibitif est encodé également par le morphème *atubi*. Ce morphème qui occure en début d'énoncé est employé pour exprimer la défense, l'interdiction. Il permet d'empêcher à quelqu'un de faire quelque chose. La plupart des comparatistes comme E. Westphal¹ (1958) ont aperçu l'importance de la position du morphème négatif. Ici sa position atypique en début d'énoncé est fort intéressante car de toutes les langues du Sénégal consultées, les langues du groupe joola ont cette structure En wolof même si l'expression est beaucoup plus complexe on distingue une forme suffixée en *-ul* et en peul on a un morphème amalgamé au verbe. Sa position en tête d'énoncé montre que le locuteur insiste plus sur le prohibitif que sur le sujet et la prédication. L'ordre doit être exécuté dans l'immédiat. On constate également que la

¹ Il présente un classement typologique des morphèmes négatif basé sur la position.

position du morphème est un élément fondamental qui permet de différencier un énoncé négatif à valeur de futur d'un énoncé prohibitif.

- 3 a. *jiga mo*
 ji-ga mo
 S.2PL-faire ça
 « faites ça »
- b. *Atubi jiga mo*
 atubi ji-ga mo
 PROH S.2PL-faire ça
 « Ne faites pas ça »
- 4 a. *ukay bo*
 u-kay bo
 S.2SG-partir Là-bas
 « pars là-bas »
- b. *Atubi ukay bo*
 atubi u-kay bo
 PROH S.2SG-partir Là-bas
 « N'y pars pas »

Pour ce qui est des autres langues jóola c'est le morphème *Takum* qui est utilisé pour exprimer la négation de l'impératif ou du prohibitif c'est-à-dire l'interdiction de faire une action.

- fooni
- 5 a. *Takum jikammo*
takum ji-kaan mo
PROH S.2PL-faire ça
« Ne faites pas ça »
- b. *Takum ujaw bo*
takum u-jaw bo
PROH S.2SG-partir Là-bas
« N'y pars pas »

L'observation de ces exemples permet de constater une utilisation de la même stratégie qui consiste à préposer un morphème au verbe de l'énoncé avec des formes différentes.

3.1.2. *Ntuwa*

L'une des particularités de ce morphème est qu'elle n'apparaît uniquement qu'en kusaanuwaay et il est très utilisé. Le morphème de négation *ntuwa*, utilisé kusaanuwaay, est un marqueur qui est utilisé au mode emphatique. Il précède toujours le constituant nominal ou le constituant pronominal sujet. Il apparaît dans des constructions considérées comme des phrases averbales. Nous avons la même forme lorsque la négation est incidente au sujet ou à l'objet. Il conserve les déterminations modales et la valeur d'accompli de la conjugaison avec laquelle il apparaît.

6	a.	<i>elokaay erie éncóoray</i>			
		e-loka-ay	e-ri-e	e-ncóor-ay	
		CL3-chien-DEF	S.3SG-manger-FOC	CL3-souris-DEF	
		« C'est le chien qui a mangé la souris »			
	a.	<i>ntuwa elokaay erie éncóoray</i>			
		ntuwa e-loka-ay	e-ri-e	e-ncóor-ay	
		NEG	CL3-chien-DEF	S.3SG-manger-FOC	CL3-souris-DEF
		« Ce n'est pas le chien qui a mangé la souris »			

- 7 a. *ínje*
 ínje
 moi
 « C'est moi »
- b. *ntuwa ínje*
 ntuwa ínje
 NEG moi
 « Ce n'est pas moi »

Dans les autres langues jóola, nous avons relevé un autre morphème qui encode ce même type d'énoncé comme le montrent les exemples ci-dessous.

- fóoñi

8	a.	<i>let eyeney erie ekuukaay</i>			
		let e-yen-ey	e-ri-e	e-kuuku-ay	
		NEG	CL3-chien-DEF	S.3SG-manger-FOC	CL3-souris-DEF
		« Ce n'est pas le chien qui a mangé la souris »			

- b. *let ínje*

let Inje
NEG Moi
« Ce n'est pas moi »

3.2. La négation morphologique

L'expression de la négation à travers la morphologie verbale est un fait présent dans pratiquement toutes les langues du Sénégal et de la Guinée-bissau². Le kusaanuwaay présente un cas assez simple. Dans cette langue, la négation comme les autres déterminants expansifs du verbe suit le verbe. Son fonctionnement consiste à adjoindre à la forme verbale un suffixe. Nous distinguons six (04) suffixes de négation en kusaanuwaay. Il s'agit de *-ut*, *-it* ~ *il*, *-ériit*, *-aati*.

3.2.1. *-ut* « NEG »

Le suffixe *-ut* est très utilisé par le kusaanuwaay pour nier une assertion dont l'action est réalisée. D'ailleurs c'est le même morphème qu'on retrouve dans toutes les langues joola pour encoder les mêmes types d'énoncé. En élargissant notre analyse en nous basant sur ce que la littérature mentionne, nous nous sommes rendu compte que le morphème *-ut* est attesté dans un grand nombre de langues de la Casamance comme il apparaît en guñaamolo avec Ndao et al (2016 : p.33), en banjal avec Bassène

² Communication personnelle de Creissels au forum de linguistique de 2016 sur le thème « quelques éléments typologiques des langues atlantiques ».

(2006 : p.123), karon avec Sambou (2012 : p.176). Nous pouvons dire que ce morphème *-ut* semble être un élément stable en proto- jóola. Les bases verbales qui comportent le suffixe inversif *-úl* font leur négation en *-ut*. Avec le suffixe centripète *-úl*, la base verbale fait sa négation en *-at*.

9	a.	<i>alaau nanebe di húngumahu</i>				
		a-le-au	na-nebej- e	di	hu-ngúm-ahu	
		CLI-enfant-DEF S.3SG-entrer-TAM dans			CL7-case-DEF	
		« L'enfant est entré dans la case »				

	d.	<i>alaau anebejut di húngumahu</i>				
		a-le-au	a-nebej- ut	di	hu-ngúm-ahu	
		CLI-enfant-DEF S.3SG-entrer-NEG dans			CL7-case-DEF	
		« L'enfant n'est pas entré dans la case »				

10	a.	<i>Atákēnaau najaale elunay</i>				
		a-tákēna-au	a-ŋaal- e	e-lun-ay		
		CLI-berger-DEF S.3SG-égorger-TAM			CL3-serpent-DEF	
		« Le berger a égorgé le serpent »				

	b.	<i>Atákēnaau aŋaalut elunay</i>				
		a-tákēna-au	a-ŋaal- ut	e-lun-ay		
		CLI-berger-DEF S.3SG-égorger-NEG			CL3-serpent-DEF	
		« Le berger n'a pas égorgé le serpent »				

Nous avons relevé dans notre corpus une variante de *-ut* en l'occurrence le morphème *-at* que, jusqu'ici, nous l'avons noté qu'avec le morphème centripète. Rappelons que dans les langues du Sénégal, les langues jóola ont la particularité de disposer des morphèmes pour marquer le mouvement centripète, les autres langues de manière générale ne disposent que d'un morphème pour marque le

mouvement centrifuge. Nous n'allons pas entrer en profondeur dans ces questions de trajectoire dans ce travail, mais pour plus de précision se conférer à Voisin (2013).

II	a.	<i>Ba suwaabu bu nebejut di bu jalabu</i>			<i>di</i>	
		<i>b-a</i>	<i>suwaa-bu</i>	<i>bu- nebej-e</i>	<i>di</i>	<i>bu -jal-abu</i>
		CL5-PostPref	oiseau-DEF	CL5.3PL entrer-TAM	dans	CL5-forêt-DEF
		« les oiseaux sont entrés dans la forêt »				

	b.	<i>Ba suwaabu bu nebejut di bu jalabu</i>			<i>di</i>	
		<i>b-a</i>	<i>suwaa-bu</i>	<i>bu- nebej-ut</i>	<i>di</i>	<i>bu -jal-abu</i>
		CL5-PostPref	oiseau-DEF	CL5.3PL entrer-NEG	dans	CL5-forêt-DEF
		« les oiseaux ne sont pas entrés dans la forêt »				

12	a.	<i>Encoor écaaluloot di busunabu</i>			<i>di</i>	
		<i>e-n-</i>	<i>coor</i>	<i>é-ne-bej-ut-</i>	<i>di</i>	<i>busunabu</i>
		CL3-PostPref	souris	CL3.PostPref.sortir-CTP	dans	CL5-trou-DEF
		« la souris est sortie du trou »				

	b.	<i>Encoor écaaluloot di busunabu</i>			<i>di</i>	
		<i>e-n-</i>	<i>coor</i>	<i>é-caal-ul-oot</i>	<i>di</i>	<i>busunabu</i>
		CL3-PostPref	souris	CL3.sortir-CTP-NEG	dans	CL5-trou-DEF
		« la souris n'est pas sorti du trou »				

Nous voyons à travers ces exemples que cette marque de négation peut être considérée comme morphème prototypique servant à encoder une négation de certitude subjective. Du point de vue formel, nous avons relevé que le passage d'une phrase assertive à une phrase négative se fait de manière simple. Le locuteur remplace le morphème de TAM *-e* par le morphème négatif *-ut*.

3.2.2. *-it ~ il* « NEG »

L'énoncé au négatif avec le suffixe *-it* ou sa variante *il* sert à nier une assertion portant sur une action révolue.

I3	a.	<i>Añaakanau na-teye bee Binjoona</i>			
		a-ñaakan-au	na-tey- e	bee	Binjoona
		CLI-femme-DEF	CLI-courir-TAM	jusqu'à	Bignona
		« La femme a couru jusqu'à Bignona »			

	b.	<i>Añaakanau ateyit bee Binjoona</i>			
		a-ñaakan-au	a-tey- it	bee	Binjoona
		CLI-femme-DEF	S.3SG-courir-NEG	jusqu'à	Bignona
		« La femme n'a pas couru jusqu'à Bignona »			

I4	a.	<i>Akújaau nakailo Esana</i>			
		a-kúja-au	na-kay- il-o	Esana	
		CLI-berger-DEF	CLI-partir-CTP-TAM	Suzana	
		« Le lutteur est venu à Suzana »			

	b.	<i>Akújaau akailoot Esana</i>			
		a-kúja-au	a-kay- il-oot	Esana	
		CLI-berger-DEF	S.3SG-partir-CTP-NEG	Suzana	
		« Le lutteur n'est pas venu à Suzana »			

D'abord, il convient de signaler que dans cette langue la classe *a* et la classe *na* sont des variantes et que dans une phrase affirmative c'est *na* qui vient avant la base verbale. A travers ces exemples, nous soupçonnons que dans cette langue l'occlusive alvéolaire sourde en position finale, devient une constrictive latérale lorsqu'on lui suffixe un morphème. Les autres langues jóola d'après la littérature consultée ne disposent pas de ce morphème. Le

fóoñi par exemple ne dispose que de *-oot* qui occurre toujours après le dérivatif centripète *-ul*.

- fóoñi

I5	a.	<i>Aseekau ajaruloot añilau</i>		
		a-seek-au	a-ɲar-ul-oot	
		CLI-femme-DEF	S.3SG-prendre-CTP-NEG	
		« La femme n'a pas amené l'enfant »		

	b.	<i>Ayegaau ajaaloot Sisana</i>		
		a-yega-au	a-jaw-ul-oot	Sisana
		CLI-lutteur-DEF	S.3SG-partir-CTP-NEG	
		« Le lutteur n'est pas venu à Suzana »		

3.2.3. -ériit « NEG »

Ce suffixe sert à exprimer la négation du procès en général ou de l'habitude. Il indique une action qui n'est pas réalisée au moment du procès, mais sa validation revêt un caractère positif c'est-à-dire une réalisation possible ou une réalisation qui se fera certainement. Ce suffixe est présent dans toutes les langues jóola traitées.

I6 a. *Joŋ ásibeneriit*

Joŋ a-siben-er

Jean S.3SG-boire-HAB

« Jean boit de l'alcool » (habituellement)

b. *Joŋ ásibeneriit bunuk*

Joŋ a-siben-ériit bu-nuk

Jean S.3SG-boire-HABN CL5-vin de palme

« Jean ne boit pas d'alcool » (habituellement)

- 17 a. *Amaasooraau yaŋ ári ékéréŋ*
a-maasoora-au yaŋ a-ri e-kéréŋ
CLI-étranger-DEF HAB S.3SG-manger CL3-poulet
« L'étranger mange habituellement du poulet »
- b. *Amaasooraau árieriit ékéréŋ*
a-maasoora-au a-ri-ériit e-kéréŋ
CLI-étranger-DEF S.3SG-manger-HAB_NEG CL3-poulet
« L'étranger ne mange pas de poulet »

Du point de vue formel, nous remarquons que le passage de la phrase assertive à la phrase négative, la reduplication disparaît et également le morphème *-e* infixé.

3.2.4. -aati « NEG »

Ce suffixe s'adjoint toujours à la base verbale pour exprimer un manque ou une carence. Il est attesté dans les deux langues.

- 18 a. *Kátaŋenaku jake*
ka-taŋen-aku jak-e
CL9-écouter-DEF être bon-TAM
« Le fait d'écouter est bon »
- a. *Kátaŋenaataaku jakut*
ka-taŋen-áati-aku jak-ut
CLI3-écouter-PRIV-DEF être bon-NEG
« Le fait de ne pas écouter est mauvais »

- 19 a. *Kágorooraku jake*
ka-goroor-aku jak-e
CLI3-travailler-DEF être bon-TAM
« Le fait de travailler est bon »
- b. *Kágorooraataaku jakut*
ka-goroor-**áati**-aku jak-ut
CLI3-travailler-PRIV-DEF être bon-NEG
« Le fait de ne pas travailler est mauvais »

Le constat est que pour la négation morphologique le kusaanuwaay et les autres langues jóola encodent à quelques exceptions près de la même manière avec les mêmes distributions, c'est-à-dire qu'ils apparaissent tous après le thème verbal. Tous les morphèmes qui encodent la négation morphologique sont des suffixes. Nous avons relevé qu'il existe sur le plan morphologique plusieurs marqueurs servant à nier le prédicat verbal selon les valeurs sémantiques de la négation.

3.3. La négation par le verbe let

La copule *let* avec comme variante *-lee*³ est employée en kusanuwaay pour exprimer l'inexistence d'un évènement, ou lorsque ce dernier n'est pas en cours de

³ La forme *-lee* est la forme assimilée de *-let*, lequel perd le *-t* au profit d'un *-e* lorsque le mot qui suit commence par une autre consonne.

réalisation. Il sert aussi à montrer l'existence d'un présent progressif, l'identification et la localisation. Le verbe *let* s'adjoint à l'indice de sujet. Sa position est intéressante car ce type de construction est très rare et dans le corpus que nous disposons, nous constatons que c'est le seul cas utilisé.

20	a.	<i>Húpibahu hoochu di éwaanaatay</i>			
		hu-pib-ahu	hoochu	di	e-wáanaat-ay
		CL7-bébé-DEF	être	dans	CL3-chambre-DEF
		« Le bébé est dans la chambre »			

	b.	<i>Húpibahu hulet di éwaanaatay</i>			
		hu-pib-ahu	hu-let	di	e-wáanaat-ay
		CL7-bébé-DEF	S.3SG-COP.NEG	dans	CL3-chambre-DEF
		« Le bébé n'est pas dans la chambre »			

21	a.	<i>Faatu oomu akunloem</i>			
		Faatu	oomu	a-kunlo-e-m	
		Fatou	être	S.3SG-se laver-TAM-PROG	
		« Fatou est en train de se laver »			

	b.	<i>Faatu alee nakunloem</i>			
		Faatu	a-lee	na-kunlo-e-m	
		Faatu	S.3SG-COP.NEG	S.3SG-se laver-TAM-PROG	
		« Fatou n'est pas en train de se laver »			

Creissels (2004 : p.16) nous informe que les langues qui ont des marqueurs de négation qui sont des verbes ou copules sont très rares. Ce cas qu'offre le kusaanuwaay à travers le verbe *let* est particulièrement intéressant typologiquement et mérite d'être examiné en

profondeur étant donné que les langues du Sénégal n'ont pas développé ce type de construction.

Conclusion

En guise de conclusion, il est important de souligner toute la complexité du système du kusaanuwaay sur la négation. Nous avons d'une part un suffixe négatif c'est-à-dire une forme dérivée de l'affirmatif et d'autre part des morphèmes antéposés ou postposés à la base verbale. Cette complexité porte surtout sur un foisonnement de morphèmes qui confère au système une plasticité. Dans cette langue nous avons relevé à travers cette étude que la négation se fait à partir de trois types de construction. D'abord, à partir de morphèmes liés, ensuite avec des morphèmes libres et enfin au moyen d'un verbe. L'importance d'une telle étude réside surtout sur l'existence de quelques morphèmes négatifs en kusaanuwaay absents des autres parlers jóola. Ce qui est du point de vue comparatif très important.

En outre, nous n'avons pas assez développé la négation sémantique et nous n'avons pas du tout traité la négation et les propositions indépendantes faute de données complètes. Celles-ci s'avèrent être des tâches ardues dans une langue dont l'état de description est très faible. Nous avons relevé que la position même des marqueurs négatifs joue un rôle important pour signifier la valeur de la négation. En réalité dans une langue à morphologie développée comme kusaanuwaay la position

des éléments joue un rôle important comme nous l'avons montré à travers cette réflexion.

Ces remarques sur la négation en kusaanuwaay qui présente comme nous l'avons souligné quelques différences dans les divers cas de validations ouvrent des perspectives plus larges sur l'harmonie des formes dans l'encodage des catégories grammaticales. Ces différences présentent un schéma qui pousse à penser qu'il conviendrait de mener une étude comparative sur les différents parlers ou dialectes jóola. Il est cependant plus urgent de connaître le fonctionnement du négatif dans chaque parler jóola d'où l'importance de cette étude.

Abréviations

ACT	: Actualisant
CL	: Classe nominale
COP	: Copule
CTP	: Centripète
DEF	: Défini
EP	: Epenthèse
INACP	: Inaccompli
NEG	: Négation
O	: Indice personnel objet
OBLIG	: Obligatif
POSS	: Possessif
PRIV	: Privatif
PROH	: Prohibitif
PROG	: Progressif

Références bibliographiques

- Assine, P. 2008. *Phonologie et classification nominale en kusaanuwaay*. Mémoire de maîtrise, Dakar, Université Cheikh Anta Diop
- Bassene, A-C. 2007. *Morphosyntaxe du jóola banjal, langue atlantique du Sénégal*. W.Moehlig and B.Heine (eds), Cologne, Rudiger. Koppe Verlag.Koln.
- Creissels, D. 2006b. *Syntaxe générale, une introduction typologique : la phrase*, Paris : Hermès.
- Creissels, D. 2006a. *Syntaxe générale : une introduction typologique, I.Catégories et Constructions*, Paris : Hermès.
- Ndao & al., 2016. « La négation en guñaamolo, parler baynuŋk de Niamone ». Sudlangue, numéro 26.
- Sambou, P. 2012. *Morphosyntaxe du jóola karon, langue atlantique du Sénégal*, Saabrücken : Editions Universitaires Européennes.
- Voisin, S. 2013. « Expressions de trajectoire dans quelques langues atlantiques (groupe Nord) ». Dans *Faits de langues*.
- Westphal, Ernst O. J. 1958. “An introductory comparative study of negation in Bantu”. *Mitteilungen des Instituts für Orientforschung* 6,2: 284-320.

EQUIVALENCE DYNAMIQUE DE QUELQUES EXPRESSIONS EN PIDGIN ANGLAIS VERS LE FRANÇAIS POPULAIRE AFRICAIN : LE CAS DES ROMANS NIGERIANS

OYELESO Rasheed
The Nigeria French Language Village,
Badagry-Lagos (Nigeria)
wolerash@yahoo.com

Résumé

L'anglais et le français en Afrique présentent des variétés linguistiques bien différentes des normes qui régissent ces langues. Les tous derniers dérivés de ces langues, notamment le pidgin anglais et le Français Populaire d'Africain (FPA), sont des parlers non standard qui ont aussi des variations en fonction de la communauté linguistique où ils sont parlés, mais sont connus et qualifiés de "langue verte". Cette recherche a pris en compte le problème de la traduction des expressions du pidgin anglais nigérian tirées de certains romans nigériens puis propose l'équivalence exacte de ses expressions en français populaire ivoirien et en nouchi, un genre d'argot français populairement parlé en Côte d'Ivoire, au Togo et au Burkina Faso. Cette recherche tente aussi de sensibiliser sur le besoin de respecter l'équivalence du style d'écriture original lors de la traduction de romans africains afin de ne pas diluer sa valeur africaine au profit de la culture qui ne la caractérise vraiment pas.

*Mots-clés : pidgin anglais ; français populaire ; romans nigériens ;
équivalence dynamique*

Introduction

L'appropriation de la langue anglaise devient de plus en plus perceptible dans la production littéraire nigériane, qui restitue à sa manière les réalités locales au moyen de cette langue, donnant lieu ainsi à la créativité et à l'innovation. Mais dans quelle mesure peut-on parler de ces faits d'appropriation comme signes de production identitaire et qu'entendons-nous d'abord par le concept appropriation ?

Le terme d'appropriation a fait son apparence dans les études sociolinguistiques sur le français d'Afrique pour décrire le processus qui a donné naissance à des variétés de français employées localement que les linguistes appellent le Français Populaire Africain (FPA). L'appropriation renvoie généralement aux différents procédés qui déterminent l'apprentissage d'une langue seconde ou l'acquisition d'une langue première. Pour le linguiste ivoirien Aboa (2009 : p.3), l'appropriation un terme pour rendre compte des phénomènes de transformation du français sous l'effet d'un déplacement géographique. C'est-à-dire que l'appropriation entraîne nécessairement une distorsion du français due à l'usage qu'en font des locuteurs non natifs. Dans le contexte nigérian, l'appropriation de l'anglais, se référer aux phénomènes de transformation du l'anglais sous l'effet d'un déplacement géographique. C'est-à-dire une distorsion de l'anglais due à son contact avec les indigènes sur lesquelles il a été imposé

et à l'usage qu'en font des locuteurs non natifs, bien entendu les Nigériens dans ce cas présent.

L'appropriation d'une langue devient une production identitaire lorsque qu'elle est adoptée, remodelée et utilisée par une communauté linguistique qui s'en sert pour ses besoins linguistiques quotidiens en dehors d'une norme centrale linguistique. Elle devient une production identitaire lorsque la structure linguistique originale est tordue, découpée, abrégée, recréer grâce au processus de lexicalisation et de sémantisation universel pour devenir une langue plus ou moins hybride unique en son genre mais qui facilite toujours l'intercompréhension entre ces locuteurs. Une langue ayant subi un tel processus devient une langue identitaire. Elle sert d'identité compte tenu de son usage collectif. Tel est le cas du Pidgin anglais nigérien, ghanéen et camerounais.

Il a aussi été observé que bons nombres d'écrivains nigériens ont mis en valeur cette identité en les utilisant dans leurs romans. Notamment : Achebe, C. 1987. *Anthills of the Savannah*. Ibadan : heinemenn Educational Books. Traduit comme. *Les termitières de la Savane*. Paris: Belford en 1999 par Etienne Galle ; Achebe, C. 1996. *A man of the people*. London : heinemenn Educational Books. Traduit comme *Le Démagogue*. Abidjan-Dakar : Les Nouvelles Editions Africaines en 1997 par A. Diop ; Achebe, C. 1994. *Arrow of God*. Reed London : heinemenn. Traduit comme *La fleche de Dieu*. Paris : présence africaine en 1994 par D'Almeida Irène et Simpson Olga.

I. Problématique

Cette recherche se propose de contribuer à la résolution du problème de la traduction des œuvres littéraires nigériens rédigées en Pidgin English. De grands auteurs nigériens, pour ne citer que Achebe, Soyinka, Tutuola, Ekwensi, Nwankwo, prêtent à certains de leurs personnages l'anglais pidgin. A la différence des autres, Achebe ne limite pas l'emploi du pidgin à une classe sociale donnée ; ses personnages lettrés et non lettrés s'expriment en langue pidgin. A cause de la nature complexe et irrégulière du pidgin, le vocabulaire et même le lexique varient selon l'auteur, comme cela constate chez certains de ces romanciers. La raison de cette variation s'explique par le fait qu'admettre que la langue est un moyen d'expression revient à dire qu'elle répond forcément aux besoins de ses locuteurs.

Elle prend en charge les marques, les empreintes de l'espace dans lequel elle est utilisée. Beautier (1995: p.204) va plus loin pour éclaircir que les pratiques langagières des individus sont ancrées dans leur mode de socialisation familial, composé par les valeurs, attitudes, représentations et utilisations familières du langage dans leur double aspect cognitif et interactionnel, qui sont elles-mêmes liées à la trajectoire des individus et à leurs conditions de vie. Dans ce genre de situation, la langue apparaît comme un facteur identitaire. De ce fait, traduire par leur équivalence exacte des expressions ou phrases du Pidgin Anglais vers un français portant le même message, style et effet relève d'une profonde connaissance de l'usage socioculturel des

deux langues surtout leur usage en fonction des communautés linguistiques où elles sont employées ce qui d'après Mebitaghan et Mokobia (2011) n'est pas chose aisée. Selon Mebitaghan et Mokobia (2011), l'importance de la traduction du roman nigérian s'avère pertinente mais le produit de ces traductions reste parfois à désirer sur le point de vue équivalence. Les résultats de leur recherche présentent les faits suivants :

	A man of people	Le Démagogue
A		
I	If somebody wan make	Si quelqu'un veut faire de
II	you minister make you no gre (p.68) I don talk say na only for election time woman get equality, for this country. (p.21)	vous un ministre, prenez la fuite. (p.93) L'égalité des femmes, ce serait seulement un truc électoral
B	<i>No longer at ease</i>	<i>Le Malaise</i>
I	Too know na him dey	Vous savez trop
II	worry una (p.29) Why you put your nose for matter way no concerne you (p.39)	comment dégager quelqu'un (p.58) Pourquoi mettre ton nez pour affaire que pas façon concerner toi
C	<i>Arrow of God</i>	<i>La Flèche de Dieu</i>
I	Gorment	Gouvment (p.201)
II	What massa go drink	Ce quoi m'sieur veut boit
III	(p.35)	(p.52)

Dem talk say make rain
come quick, quick

Ils disent que la pluie
doit venir vite, vite
(p.47)

D *Anthills of the Savannah*

*Les Termitières de la
Savane*

I Na today, even na jus
II now as I dey come here
III the light quench out
(p.37)
You still de here (p.20)
We no dey go anywhere
we jus wan sidon for
house (p.64)

C'est aujourd'hui en
venant que l'ampoule a
grillé (p.54)
Vous êtes encore là
(p.33)
Nous n'allons nulle part
nous voulons seulement
rester à la maison (p.91)

De ces exemples se dégagent certaines observations. Le traduction de *A man of the people* comme *Le Démagogue* est une récréation de l'anglais pidgin en français standard. Dans *Arrow of the God* et *Anthills of the savannah*, les traducteurs, d'Aleda Irene et Simpson Olga (*Arrow of the God*) et Etienne galle (*Anthills of the savannah*) ont rendu le pidgin en français standard et dans des cas rares en "mauvais" français, c'est-à-dire un français approximatif. La traduction du pidgin chez Joyce Robert Duclos, dans *Le Malaise* (*No longer at ease*) varie : modulation ou traduction littérale. Le pidgin dans le roman nigérian est traduit de manière différente : d'où la question de la norme dans la traduction du pidgin anglais tel qu'il apparaît dans le roman nigérian (Mebitaghan et Mokobia, 2011 : p.105).

Réagissant à ces traductions, Aire (2002) rejette la traduction de l'anglais pidgin en français standard. Dans un commentaire sur la traduction française de *A man of the people*, il estime que la traduction de l'anglais pidgin en français standard n'est qu'une modification et une purification de l'anglais pidgin, car il affirme :

«it would be intriguing to find out exactly why Diop has glossep all these pidgin passages. It is not as if there were no équivalent register in french or even in African french. As far back as 1956, Ferdinand Oyono in his novel Une vie de boy had mentioned a pidgin French called “Le petit nègre”.

Selon Aire cité par Mebitaghan et Mokobia, (2011 : pp.105-106), les variétés de français qui existaient à cette époque notamment “le petite nègre”, “ le Français-travailleur ou Le français-tirailleur étaient des langues péjoratives de l'époque coloniale qui ont servi comme langue de communication entre les maîtres coloniaux et les africains colonisés. La question qui s'est posée Mebitaghan et Mokobia (2001) était de savoir si les français auraient pu comprendre le vouloir dire du texte de départ au cas où les traducteurs avaient traduit l'anglais pidgin en “petit nègre”,? Car généralement l'anglais pidgin s'emploie dans toutes les couches de la société tandis que “le petit nègre” était une langue dédaignée par ceux qui n'avaient reçu que peu ou presque pas d'instruction.

Répondant à cette question, nous devons prendre en compte l'évolution de ces deux langues : c'est-à-dire le français et l'anglais. Ces deux langues ont subi différentes

évolutions dans les pays où elles sont adoptées tant sur le plan administratif avec le respect des normes et tant sur le plan social avec l'influence des langues locales avec lesquelles elles ont été en contact depuis des décennies. La cohabitation de ces diverses langues locales avec le français standard a donné naissance à des variétés d'anglais et de français. En conséquence, nous avons le Pidgin Anglais Ghanéen qui présente des variations linguistiques quelque peu différentes de celles du Nigeria et du Cameroun. La même chose s'observe avec les français populaires en provenance de la Côte d'Ivoire, de Benin, du Togo et du Burkina Faso pour ne citer que ceux-là.

Il faudrait aussi noter que le Pidgin Anglais, quel que soit son lieu d'usage, ses variations linguistiques et sa popularité, reste toujours un argot populaire parmi tant d'autres. Et malgré son intercompréhension, sa traduction présente un certain déficit dans la littérature.

2. La traduction du pidgin anglais

Selon Nida (1969 : p.130), la traduction ne peut être perçue en termes purement linguistiques. D'après lui : « *Linguistic features are not the only factors which must be considered. In fact, the «cultural elements» may be even more important* ». En résumé, toute bonne traduction devrait prendre en compte l'aspect culturel de la langue traduite en plus de l'aspect linguistique. De ce fait, Nida est certainement parmi les tous premiers qui ont pris leurs position vis-à-vis du débat entre traduction « littérale » et

traduction «libre» qui a prévalu depuis les origines de la traduction jusqu'au XX^e siècle.

Étant donné que les langues sont fondamentalement différentes les unes des autres en ce qui concerne le sens des symboles qui la composent ou l'organisation de ces symboles eux-mêmes, Nida en conclut qu'il ne saurait y avoir de correspondance absolue entre langues. C'est en ces termes qu'il conclut que:

Translating [which] consists in producing in the receptor language the closest natural equivalent to the message of the source language, first in meaning, and secondly in style (Nida, 1969 : p.12).

Ce qui se résume à dire que la traduction est l'équivalent naturel le plus proche du message de la langue de départ dans la langue d'arrivée tout en prenant compte du sens et du style dans la langue de départ et la langue d'arrivée. Cependant, Nida envisage deux types d'équivalence : l'équivalence formelle et l'équivalence dynamique qui peuvent influencer la manière de traduire et résoudre beaucoup de problèmes traductologiques liées à l'oralité et aux pratiques sociales.

L'équivalence formelle accorde une importance à la forme et au contenu du message. Ce type de traduction est tourné vers le texte source. Quant à l'équivalence dynamique, dont Nida lui-même est partisan, elle vise à exprimer de la façon la plus naturelle possible le message en prenant en compte la culture du destinataire du message. Elle cherche à produire chez le destinataire du texte cible un effet équivalent à celui produit chez le destinataire du

texte source. Afin de pouvoir produire cet effet équivalent chez le destinataire du texte source qui dans notre contexte représente les lecteurs francophones il serait approprié de traduire les expressions en Pidgin anglais vers une langue ayant le même poids socioculturel. C'est la raison pour l'application de l'équivalence dynamique de Nida semble plus appropriée à la traduction du Pidgin vers un français du même poids.

Aire (2002), poursuivant son discours (argumentation) sur la traduction de l'anglais pidgin fait référence au français populaire d'Abidjan (FPA) identifié comme le "français de Moussa". Ce qui n'est plus une réalité car bien qu'il tire ses origines du "français de moussa" le français populaire d'Abidjan est devenu plus élaboré possède une structure linguistique dérivé du français standard. Kwofie (1985: p.13) citant Pierre Alexandre présente ce français dans son manuel *French Langage Teaching in Africa* en ces termes :

"In contrast to 'français tirailleur', the popular french of Abidjan is not despised by 'intellectuals' or educated Ivoirians who acquire this variety of french and use it independently of standard french as an auxiliary language. Speakers who use only popular French know that they speak african french and not whiteman's french..."

Ce qui revient à dire le français populaire d'Abidjan est tout d'abord un français différent de celui de la métropole compte tenu du fait qu'il présente certaines variations linguistiques sur le plan sémantique,

phonologique et lexical. Ce français n'est pas du tout standard et il est pratiqué non seulement par les illettrés mais aussi par les lettrés. Aujourd'hui, on remarque en Côte d'Ivoire la cohabitation du français administratif, dit standard et le français populaire d'Abidjan (FPA), qui est encore divisé en 3 parties notamment, le *nouchi* (argot), le Français Populaire Ivoirien (FPI) et le français des scolarisés, tous dans la même communauté linguistique. (Kouadio (2007). Mais en ce qui concerne sa compréhension par les autres francophones, Kwofie (1985: p.17) réagit en disant :

“the Ivorian popular French is very different from “central French” to the point of being often intelligible to any non-local francophone. This observation may apply just as well to other francophone African countries...”

Ce qui revient dire que malgré ces divergences linguistiques, le français populaire d'Abidjan se comprend à peu près facilement par les autres pays francophones. Mais il ne faudrait aussi oublier que bon nombre de pays francophones africains ont pu aussi adapter le français à leurs besoins linguistiques ce qui résulte à un bon nombre de variétés de la même langue sur seul continent. Cependant, la bonne nouvelle est que les études d'Oyeleso (2014), ont montré que le français populaire d'Abidjan, était l'une des plus populaires en Afrique francophone grâce sa publicité à travers la musique et les courts métrages ivoiriens à la télévision. Ces deux éléments sont diffusés dans presque toutes les chaînes télévisées et radios

des pays francophones. Cette pénétration montre déjà une acceptation de cette variété de français. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle elle est recommandée pour la traduction du Pidgin anglais.

Se joignant à nous dans ce choix, nous pourrions citer Bernard Caron, directeur de l'Institut Français de Recherches Africaines (IFRA), qui refuse très violemment la traduction de l'anglais pidgin en français standard. (Mebitaghan et Mokobia, 2011 : p.106) Lors d'une interview accordée le 9 juillet 2009 à l'occasion d'une conférence sur le pidgin, il préconise la traduction du pidgin par le français ivoirien le "nouchi" ou mieux encore. Le cas échéant, il estime que le traducteur peut créer sa propre langue comme l'avait fait Raymond Queneau, traducteur de *The palmwine drunkard* d'Amos Tutuola (Ivrogne de la brousse).

Aussi du notre point de vue personnel, nous nous rangeons totalement du côté de Bernad Caron mais en proposant deux des variétés du français populaires d'Abidjan, notamment le français populaire ivoirien (FPI) et le nouchi, l'argot ivoirien. Voici en quelques exemples :

3. Le Français Populaire Ivoirien (FPI)

Selon Kouadio (2007 : pp.80-82), le français de Côte d'Ivoire s'identifie phonologiquement par une sorte de ton mélodieux. Le Français Populaire Ivoirien présente certaines variantes syntaxiques et morphologiques qui l'éloignent du français standard. Selon Kouadio (1999 : p.313), le réaménagement du système de détermination du

nom, le changement de la valence des verbes, la non reprise du pronom sujet devant le deuxième verbe conjoint dans une structure comportant 2 verbes coordonnés, sont des éléments qui, entre autres, attestent de cette évolution. Hattiger (1981 : p.60) ajoute aussi que les traits morpho-syntaxiques du français ivoirien ne sont pas uniquement explicables par des interférences avec des langues locales.

Ils le sont plutôt, selon lui, par des processus de pidginisation. L'interférence joue un rôle seulement si elle favorise des réductions ou des simplifications de pidginisation. Ces faits apparaissent nettement au niveau de la détermination nominale et de la valence verbale. Son existence, qui est le résultat des interactions des jeunes marginalisés des centres urbains africains, tend à être adoptée par d'autres classes sociales. De langage à la mode, il est en passe de devenir le mode de langage le plus usité en Côte d'Ivoire par une très vaste majorité de sa population.

De ce fait, Kouadio (1999 : p.323) reconnaît le FPI en fonction des caractéristiques suivantes :

3.1 L'absence de détermination nominale

Dans le français standard, les déterminants sont généralement indispensables devant un nom commun. Par contre, dans le FPI, on remarque souvent l'absence de déterminant.

Exemples :

- Entre bicyclette et poste radio, je préfère bicyclette.
- Jean a paludisme

- Tu veux pague ?

3.2 La valence verbale

En français de Côte d'Ivoire, de nombreuses modifications apparaissent aussi au niveau de la construction des verbes. Les verbes changent ainsi du transitif à l'intransitif, du transitif indirect au transitif direct. Kouadio (1999 : 308) affirme que ces modifications sont quelquefois consécutives à l'omission ou à la confusion des prépositions.

- Du transitif à l'intransitif

- Les femmes *préparent* ⇒ aurait dû être : Les femmes font la cuisine ou les femmes préparent le repas.

- J'ai *fréquenté* à Daloa ⇒ aurait dû être : J'ai *fait les études /l'école* à Daloa.

- Du transitif indirect au transitif direct

Cette construction est le plus souvent l'omission des prépositions à et de

- « Il ne faut pas *mentir* quelqu'un » pour dire « Il ne faudrait pas *mentir à* quelqu'un ».

- « C'est le neveu qui *hérite* l'oncle. » pour dire « C'est le neveu qui *hérite de* l'oncle ».

4. Variations verbale et phonologique

4.1 L'invariabilité des temps verbaux

Selon Boutin (2002 : p.70), ce n'est pas la forme du verbe qui indique le temps en FPI, mais des adverbes comme *avant* et *après*. Exemple :

« Avant nous on vit dans maison là » pour dire
(*Nous vivions dans cette maison dans le passé.*)
« Donnes-moi l'argent-là après » pour dire (*Tu me
remettras cet argent plus tard*)

4.2 Une variante phonologique

Dans le domaine phonétique, on note la réduction systématique de certains groupes consonantiques.

Exemple :

- Ozodui[ɔzɔrdyi] pour Aujourd'hui[oʒuRdyi].

En conséquence, il affirme que le français standard et le français populaire ivoirien présentent certaines différences quant aux contraintes et aux types de construction. Mais ces différences syntaxiques et morphologiques bien que pertinentes, ne représentent qu'une infirme partie de la totalité du processus en cours.

4.2.1 Le *nouchi*

Le *nouchi* représente l'argot des Ivoiriens. Il est apparu au milieu des années 1980. Mais du point de vue linguistique, le *nouchi* a provoqué un phénomène sans précédent en Côte-d'Ivoire depuis qu'il est en pleine expansion. Les linguistes tels que Lafage (1996) et Kouadio (2006) utilisent le terme d'« hybridation » plutôt que « métissage » pour décrire le phénomène car pour eux, il ne s'agit plus là de l'interpénétration entre deux langues déterminées mais de plusieurs. Le corpus du *nouchi* se différencie par son lexique. Sa morphosyntaxe est celle du français populaire ivoirien. Mais le lexique est très

clairement plurilingue puisqu'il provient largement des langues locales.

Au niveau de la morphosyntaxe, on ne retiendra que le *nouchi* :

- a une syntaxe et une phonologie semblable à celle du Français Populaire Ivoirien ;
- emprunte beaucoup à l'anglais aussi bien qu'aux langues locales comme le *mandingue* (le dioula, malinké, le sénoufo), *le baoulé*, *les langues kwa* (*guêrê, gouro, yacouba*), *le bété*, etc ;
- utilise des verbes invariables empruntés aux langues locales. Exemple, *koro* (prononcé [kɔrɔ]) « *dormir* », *behou* « *partir, s'en aller, fuir* », *badou* « *manger* » ;
- ne respecte pas l'accord en nombre et en genre. D'ailleurs le genre de certains mots n'est jamais fixe : *mon fitini* ou *ma fitini* pour dire « *mon petit* ou *ma petite amie* ». Mais souvent, le locuteur peut se servir à volonté d'un déterminant pour marquer le genre ;
- se sert des événements en cours dans certains lieux comme contexte pour construire de nouvelles expressions. Exemple : « Un Somalien » se réfère à une personne très maigre qui a toujours l'apparence d'être affamé.

Le *nouchi* concurrence bien évidemment le français populaire chez les jeunes, mais également « le français de l'école » puisqu'il est devenu la première langue parlée

dans la cour de l'école (64 %) sans compter que 33 % des élèves affirment le parler en classe. (Kouadio. 2008 : p.15).

4.2.2 Traduire le Pidgin Anglais vers le français populaire d'Abidjan.

Le tableau ci-dessous représente certains exemples d'expression du pidgin anglais extraits de certains romans dans les travaux de recherche de Mebitaghan et Mokobia, (2011). Nous nous limiterons à ces exemples afin de prouver la possibilité d'avoir une équivalence dynamique à ces expressions en français populaire ivoirien ou en *nouchi*.

Langue de départ (Pidgin Anglais)	Langue d'arrivée	
	Traduction initiale	Traduction proposée selon le FPA
<i>A man of people</i> I- If somebod y wan make you minister make you no gre (p.68) 2- I don talk say na only for election	<i>Le Démagogue</i> - Si quelqu'un veut faire de vous un ministre, prenez la fuite. (p.93) - L'égalité des femmes, ce	<i>Le Démagogue</i> - <i>Si qinqin</i> <i>veut</i> <i>changer</i> <i>toi en</i> <i>ministre,</i> <i>faut pas</i> <i>accepter.</i> - <i>Egalité de</i> <i>femme-là,</i> <i>c'est</i>

time woman get equality, for this country. (p.21)	serait seulement un truc électoral	<i>seulement dans élection !</i>
<i>No longer at ease</i> 1- Too know na him dey worry una (p.29) 2- Why you put your nose for matter way no concerne you (p.39)	<i>Le Malaise</i> - Vous savez trop comment dégager quelqu'un (p.58) - Pourquoi mettre ton nez pour affaire que pas façon concerner toi	<i>Le Malaise</i> - <i>Lui-là, y pense kil est malin comme-cà</i> - <i>Pourquoi t'aimes te mélanger dans affaire de l'homme comme- ça ?</i>
<i>Arrow of God</i> 1- Gorment 2- What massa go drink (p.35)	<i>La Flèche de Dieu</i> - Gouvment (p.201) - Ce quoi m'sieur veut boit (p.52)	<i>La Flèche de Dieu</i> - <i>Les en- hauts d'en-haut</i> - <i>Ce ké patron vé</i>

		<i>boit</i>
<i>Anthills of the Savannah</i>	<i>Les Termitières de la Savane</i>	<i>Les Termitières de la Savane</i>
1- Na today, even na jus now as I dey come here the light quench out (p.37)	- C'est aujourd'hu i en venant que l'ampoule a grille (p.54)	- C'est ozord'hui -là quand je sus veni ké ampoule- là a gâter
2- You still de here (p.20)	- Vous êtes encore là (p.33)	- T'as, t'es toujours pô ici ? ou Toi
3- We no dey go anywhere we jus wan sidon for house (p.64)	- Nous n'allons nulle part nous voulons seulement rester à la maison (p.91)	- t'as pas encore béou ? - Nous, on bouge pas, on est callé à la maison aujourd'h ui

La traduction de “If somebody wan make you minister make you no gre (p.68) “ par *Si qinqin veut*

changer toi en ministre, faut pas accepter est une construction en français populaire ivoirien. Elle présente presque aussi les mêmes irrégularités linguistiques que la version originale. Par exemple :

- Somebody devient *qinqin* par déformation phonétique du mot [quelqu'un] que dans la version anglaise, le mot "wan" a subi une troncation qui nuit aussi à sa prononciation. On observe aussi l'absence similaire d'un déterminant devant les "minister" et "ministre". Ce qui relève déjà du non-respect des règles grammaticales dans les deux langues. Ce
- La traduction de " I don talk say na only for election time woman get equality, for this country. (p.21) par "*Egalité de femme-là, c'est seulement dans élection* est aussi une expression en français populaire ivoirien. Une équivalence pour qui met l'accent met plus d'accent sur le message originale en utilisant un modèle d'expression africaine : notamment, l'absence de déterminant devant les noms [*égalité, femme et élection*]

5. Les Termitières de la Savane

La traduction de "Na today, even na jus now as I dey come here the light quench out (p.37)" par « *C'est ozord'hui-là, maina-la même, quand je sus veni ké ampoule-là à gâter* » présente aussi les caractéristiques d'un français populaire africain. Partant de « *ozord'hui-là* » pour traduire "Na today" , on observe une déformation lexicale

qui témoigne aussi d'une déformation phonologique. Le même phénomène est répertorié avec [*mainna-là même* pour dire, *à peine quelques minutes*], [*je sus veni*, pour dire *je suis venu*] et [*ké* pour dire *que*].

- La traduction de [*quench out*], quant à elle, se fait par [*à gâter*]. Ce dernier a subi un glissement de sens. Au lieu de se référer aux caprices d'une personne, il se réfère plutôt à : détruire, démolir, endommager, pourrir, gâcher, abimer, etc. (Lafage, 2002 :364). Le glissement de sens fait aussi partie du processus de lexicalisation en français populaire ivoirien.

Un autre aspect très intéressant est la possibilité d'utiliser le *nouchi* l'argot ivoirien pur pour traduire une expression en pidgin anglais. Par exemple :

You still de here (p.20) pour dire “ tu es encore là” pourrait être traduit par « *Toi t'as pas encore béou ?* ». en dehors de la contraction de « tu n'as pas » par « t'as pas », on observe l'usage de mot « béou » qui selon Lafage (2002 : p.118) veut dire [Fuir, prendre la fuite. mais aussi, filer, partir]. C'est un verbe invariable, beaucoup employé dans le parlée des francophones du Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et du Togo.

- Le même cas se reproduit avec « *Les en-hauts d'en-haut* » pour traduire « Govment » dans Arrow of God. Selon Lafage (2002 : p.303), c'est une expression argotique plus souvent employé au pluriel pour désigner les couches les plus favorisées

du pays par opposition aux couches les plus humbles. Voici un exemple de son usage dans deux différents journaux en Afrique francophone. Le premier, régional et le deuxième local

- *Les en haut d'en haut comme on appelle les milliardaires à Abidjan, cherchent désormais à obtenir des facilités de paiement.* Jeune Afrique, 22/28. 09.1993. *Ce qui fait dire aux résidents d'Abobo, Yopougon, Adjamé ou Treichville que ceux de Cocody habitent le quartier des "Grands* types". Ou encore qu'ils sont dans le secret des "en haut de en haut" c'est-à-dire de ceux qui dirigent le pays.* Ivoir'Soir, 01.04.1998.

Pour faciliter la compréhension et préserver le style et l'effet du message original, la traduction des expressions en pidgin anglais a dû se faire en utilisant, dans certains cas, des expressions en nouchi telles que « pô » pour dire « présent », « béou » pour dire « aller /partir » et « callé du verbe caller » pour dire « rester » et dans d'autres cas une structure qui correspond au français populaire ivoirien. L'effet et le style sont préservés et le même message est rendu dans une autre dimension.

Conclusion

Il est certain que bons nombres de traducteurs de romans nigériens pourrait ne pas maîtriser ou connaître les rudiments de bases du français populaire et du nouchi

compte tenu de leur manque de contact avec ces deux langues. La diversité de français populaire africain pourrait être handicapée pour les traducteurs qui aimeraient se faire par le monde francophone. La solution immédiate à ce problème serait de s'enrichir de l'usage socioculturel de la langue visée ce qui parfois n'est chose aisée mais devient de plus en plus une nécessité. D'après Caron, des romanciers francophones commencent déjà à créer leur propre langue pour désigner le français corrompu ; c'est le cas d'Amadou Kourouma dans plusieurs de ces œuvres. Pour les linguistes, le contenu linguistique des romans africains approche déjà ce que Noumssi (2005) qualifie de la variation normative. C'est-à-dire, l'ensemble des phénomènes langagiers qui sont des usages s'écartant peu ou prou de la norme linguistique, mais tout en permettant l'intercompréhension parmi les usagers de langue (...). Traduire l'équivalence dynamique exacte de ce genre d'expression ne devrait pas seulement dépendre de la connaissance du français standard mais aussi de ces variétés les plus appropriées à la tâche entreprise.

Un avantage bien particulier que le français populaire ivoirien et le nouchi possèdent se caractérise par la disponibilité de dictionnaires donnant la signification des expressions en français populaire ivoirien et aussi en nouchi. Comparativement aux autres variétés du français populaire en Afrique, ces deux ont déjà été l'objet de grands travaux de recherches par des linguistes français et francophones. En conséquence, nous avons des documents de références tels que :

- L'Equipe IFA : *Inventaire des particularités lexicales du français en Afrique noire*. 3^e édition : EDICEF/AUF, 2004 ;
- Le dico du nouchi en ligne sur. www.nouchi.com;
- Blaise Mouchi Ahua : *Mots, phrases et syntaxe du nouchi*, (*Centre de Recherche sur la Diversité Linguistique de la Francophonie*) Université Rennes 2 Haute Bretagne, France.

Comme l'a dit Mokobia, le maniement du langage, qui comprend l'emploi de l'anglais pidgin par les auteurs nigériens, est une création délibérée pour des raisons esthétiques; or, les traductologues comme Derrida, ont remarqué que la fonction esthétique d'un texte peut entraver sa traduction. Aussi a-t-il souligné que le traducteur de l'anglais pidgin pourrait interpréter le vouloir dire de l'auteur pour le traduire en français standard afin d'arriver à une traduction claire. Mais de notre point de vue, traduire l'équivalence d'un texte pidgin en français standard ne relève pas d'une traduction littéraire appropriée du moment où l'effet stylistique original est perdu. Au lieu du glossaire récapitulatif des expressions en anglais pidgin ainsi que les interprétations (c'est-à-dire le vouloir dire de l'auteur) mit à la fin du roman traduit par le traducteur, ce dernier pourrait créer un glossaire Pidgin anglais – français populaire ivoirien ou nouchi puisque, des documents pouvant faciliter cette l'accès à ces informations existent déjà en ligne et même sous forme de livre. Certes, Wakabayashi J. (1991), faisant

allusion à l'approche universaliste de la traduction prétend que *"anything can be translated into any language"*, mais la littérature africaine ne devrait pas perdre ses couleurs naturelles pour le simple plaisir de vouloir respecter une norme standard qui est en train de perdre ses valeurs dans le monde francophone

Références bibliographiques

- Aboa Abia, A. L. 2009. "La Côte d'Ivoire et la langue française : les facteurs d'une appropriation" dans *UFR Langues, Littératures et Civilisations*. Université de Cocody-Abidjan.
- AIRE, V. 2002. "Achebe in Translation: An evolution of the French versions of *Things Fall Apart* and *A man of the People*" dans *Selected Essays and Reviews on African literature and criticisms*. Jos : st Stephen Bookhouse Inc.
- Beautier, E. 1995. *Pratiques langagières, pratiques sociales. De la sociolinguistique à la sociologie du langage*, Paris: L'Harmattan.
- Boutin, B. 2002. *Description de la variation : études transformationnelles des phrases du français de Côte d'Ivoire*. Thèse de Doctorat, Université de Grenoble III.
- Kwofie, E. 1985. "French language Teaching in Nigeria" in *Applied Linguistics*. Lagos: University Press.

- Kouadio, N. J. 1999. « Quelques traits morphosyntaxiques du français en Côte d'Ivoire », in *Langues*, volume 2.
- Kouadio, N. J. 2006. « Le nouchi et les rapports dioula-français » in *le français en Afrique*, revue des observatoires du français contemporain en Afrique, N° 21, Institut de linguistique française, CNRS.
- Kouadio, N. J. 2007. « Le français : langue coloniale ou langue ivoirienne ? », in *Hérodote*, 3 n° 126,
- Hattiger, J.C. 1981. *Morphosyntaxe du groupe nominal dans un corpus de français populaire d'Abidjan* Thèse de Doctorat, strasbourg.
- Hattiger, J-L. 1983. *Le français populaire d'Abidjan : un cas de pidginisation*, Abidjan, Université nationale de Côte d'Ivoire, ILA.
- Oyeleso, R. 2014. *Effets et usages du français dans la presse écrite ivoirienne : le cas du journal Gbich*. Thèse de doctorat soutenue au département de langue française, University of Ilorin, Kwara State, Nigeria. 264 p
- Nida, E.: 1969. *Theory and practice of translation*, Leiden E.J. Brill.
- Noumssi, G., 2005. «Variation normative et normalisation de la variation dans la prose romanesque d'Ahmadou Kourouma.» in *Revue électronique internationale de sciences du langage* Sudlangues n° 5. dakar-fann (Sénégal) <http://www.sudlangues.sn> consulté le 12/03/12.

- Mebitaghan, R. et Mokobia, J. 2011. « Une étude de la traduction de l'anglais pidgin dans le roman nigérian ». Department of Languages & Linguistics Delta State university, Abraka, dans *Synergies, Afrique Centrale et de l'Ouest* n° 4.
- Wakabayashi, J. 1991. "Translation between unrelated languages and cultures as illustrated by Japanese English Translation" dans META vol. 36, n°213. Montréal : les Presses de l'Université de Montréal.

NIGERIA AND RELIGION – A COMPLEX PHENOMENA

Balogun, O. O. E.

Tai Solarin University of Education (Nigeria)
olaniranbalogun56@gmail.com

&

Odunlami, Idowu Adeniyi

Tai Solarin University of Education (Nigeria)
odunlamiidowu@gmail.com

Abstract

The need for political stability in Nigeria cannot be overemphasized. Indeed, all segments of the Nigerian society are interested in the political future of the nation. However, this interest is approached from various dimensions. A major interest in the Nigerian polity is the relationship between religion and politics. The Nigerian society is religiously pluralized and this significantly influences political decisions and policies of the nation. On the other hand, there are people who hold the strong opinion that this relationship should not be stressed and that religion and politics should be allowed to operate separately without one interfering with the other. Those who hold this view argued essentially from the position that religion mixed politics is mostly like to imbibe various vices associated with politics. Also politics may not be properly and dispassionately played if mixed with religion. The objective of this paper is to reexamine the age old controversy on the relationship that should obtain between religion and politics in particular. It seeks to bring into focus, the Nigerian situation. This has to do with how particularly the often vexed questions, politicization of religion in Nigeria. The paper will therefore attempt to suggest workable formula for a complementary relationship between religious and politics for a stable, united and progressive Nigeria.

Keywords: Religion; complex phenomena; political stability; Christian mobilization

Introduction

In recent decades, religion has become an important factor both in public debates and as a means of political mobilization in Nigeria. Today, Muslim and Christian communities and organizations in Nigeria are publicly questioning the legitimacy of secular post-colonial state. One reason for the importance of this topic is that religions often make strong claims on people's allegiance, and universal religions make claims on all the people rather than just a particular community. For example, Islam has traditionally held that all people owe obedience to Allah's will. Thus, it is probably inevitable that religious commitment will sometimes come into conflict with the demand of politics. But religious beliefs and practices also potentially support politics in many ways. The extent, and form of this support is as important to political thinkers as is the possibility for conflict.

Between 1947 and 1959 Nigerian nationalist leaders from different regional, ethnic, and religious communities came together in a series of conferences and parliaments to negotiate the transition to self-rule and to map out a common future. During these interactions and in the first few years after independence in 1960, the jarring effects of arbitrary colonial unification manifested as seemingly irreconcilable differences of aspirations, priorities, and visions. So deep were these religious and ethnic antagonisms that one Northern Nigerian Muslim nationalist leader declared Nigeria "the mistake of 1914"

while a prominent Southern Nigerian Christian nationalist figure called Nigeria "a mere geographic expression."

In Nigeria's national politics, Christian anxieties about Muslim domination of the national political space and the accompanying fear that politically dominant Muslims would use their privileged perch to Islamize national institutions and impose Islamic Sharia law on non-Muslims date back to colonial times. Muslims, especially those from Northern Nigeria, for their part, have sought to fend off what they regard as unbridled Westernization and have sporadically sought refuge in parochial religious reforms.

Mismanagement of national resources and misuse by multi-ethnic and multi-religious coalitions of successive rulers since independence have impoverished and denied opportunities to the majority of Nigerians. As a result, religious rhetoric blaming members of other religious communities and proposals for religious reform as a solution to society's ills have found purchase among the masses. This genuine, if misplaced, quest for a religious Utopia has given some opportunistic political gladiators an excuse to curry legitimacy through politicized appeals to piety and religious fervor.

The desperate advancement of religious solutions to socioeconomic and political problems has deepened social fissures and spawned extremist and violent insurgencies such as the ongoing Boko Haram Islamist terrorist campaign, which has killed and maimed Christians and Muslims alike.

The adoption of the Sharia criminal legal system by a slew of Northern Nigerian Muslim-majority states between 2000 and 2002 was the highpoint of this new politicization of religion. Once Sharia was introduced, it only added to the fear of Christians that they would be persecuted and their freedoms, guaranteed in the Nigerian constitution, curtailed. Christian communities in the affected states protested, their protests stoked by the rhetoric of Christian politicians and leaders. Clashes between Christian and Muslim communities with a history of peaceful cohabitation followed, in which thousands of people were killed, property destroyed, and hundreds of thousands displaced,

Sharia had been a sticking point in Nigerian politics for decades. In 1978 when many Northern Nigerian Muslim delegates to a constitutional conference sought to extend Sharia beyond the realm of family law, Christian delegates protested, and the Sharia debate almost tore the conference apart. A compromise allowed states with majority or significant Muslim populations to set up Islamic courts but Sharia's application was restricted to inheritance and family law.

Subsequently, religion became a major topic of national political debates, with each religious community pushing increasingly adversarial agendas. In Northern Nigeria, clashes between Muslim groups—mainly ethnic Hausa and Fulani—and Christian and traditionalist communities have become a monthly affair, with devastating consequences. In this charged environment

where religion functions as the primary idiom of political identity, conflicts over resources, cattle, land, and political offices have often taken on a religious coloration, with Muslims pitted against Christians.

Christian ethnic groups in Southern Nigeria have been drawn into these religious conflicts, with their members in Northern Nigerian cities frequently targeted by Muslim mobs. Muslim Northern Nigerians have sometimes been targeted in revenge killings in Southern Nigeria.

Colonialism did not cause the primordial conditions and identities that have generated tensions and conflicts between Christians and Muslims, but it made them worse. The British colonial policy of Indirect Rule, a divide-and-rule system that required sharp ethno-religious differentiation among Nigerians, made religion and ethnicity the preeminent markers of identity and pushed exclusionary identity politics into the political arena. As a result, in Northern Nigeria, minority ethnic groups, mostly Christians, defined and still define themselves against the Muslim Hausa-Fulani majority, under the political rubric of Middle Belt, which is usually a stand-in for "non-Muslim."

Since colonization established the basis for using identity politics as a means of accessing political and economic resources, religious differences have exacerbated political crises and have been implicated in major national conflicts such as the Nigerian civil war (1967-70), in which the Biafran separatist movement initiated by the

predominantly Christian Igbo people was crushed by a Federal Nigeria which used pogroms, blockades, and starvation to exact victory. Religious animosities only grew from that tragic episode of Nigerian history.

Since independence, religious and ethnic rhetoric has leveraged claims to political representation and opportunities. This is bad enough and often degenerates into fierce zero-sum conflicts. Corruption and incompetent leadership have added another wrinkle, preventing the equitable distribution of resources and opportunities and making the politics of religious and ethnic exclusivity more appealing.

Official graft needs to be tackled headlong. A new constitution that defines rights and privileges of citizenship in terms of residency rather than nativism, ancestry, and religion needs to be crafted. This new constitution needs to devolve power over resource distribution and development from an all-powerful central government to local constituencies.

This will ensure economic justice and equity. It will make central political power less attractive and less corrupt and contests over national political offices less contentious. The use of religious and ethnic appeals as tools of political mobilization will become less attractive and find a diminished reception in a climate of justice, equitable resource distribution, and equal opportunities for all.

Since independence, with Jaja Wachuku as the first Minister of Foreign Affairs and Commonwealth Relations,

later called External Affairs, Nigerian foreign policy has been characterised by a focus on Africa as a regional power and by attachment to several fundamental principles: African unity and independence; capability to exercise hegemonic influence in the region; peaceful settlement of disputes; non-alignment and non-intentional interference in the internal affairs of other nations; and regional economic cooperation and development. In carrying out these principles, Nigeria participates in the African Union, the Economic Community of West African States (ECOWAS), the Non-Aligned Movement, the Commonwealth of Nations, and the United Nations. There are many Nigerian organizations outside the country. Prominent among them is the Houston, Texas United States-based Nigerian Union Diaspora (NUD), which is the umbrella Non-Governmental Organization (NGO) for the economic and political empowerment of the people of Nigerian descent outside Nigeria.

Lately, Nigeria was in the local and international news again for another unpopular reason. While we were just recovery from the shame that was brought to the entire nation by a 23 year old Yemen based Nigerian, Umar Farouk Abdulmutallab who attempted to bomb a United States bound Northwest Airlines Flight 253 on December 24, 2009 on religious grounds; another religious crisis struck in Jos claiming several lives and property. Until recently, it is not an overstatement to say that Jos was one of the most peaceful cities in Nigeria.

What could have happened that the peaceful city of Jos lost its glory? The situation of Jos is fast becoming typical of most cities in Nigeria. What can we do to prevent these ugly situations that keep soiling the good name of Nigeria in the international community? Above all, what can we do to stop this incessant blood shed in our nation in the name of religion? These are some of the questions we shall be attempting to answer in this post, from a Christian and an evangelical perspective. But first, it would be proper for us to start by looking at some of the socio-political factors that may be responsible for this problem.

I. Factors

Generally speaking, apart from corruption, one of the major problems facing Nigeria is Christian-Muslim religious unrest. It is not uncommon to hear about violence involving Christians and Muslims anytime in any part of the country. Initially, the problem was prevalent in the northern part of the country but over time, the crisis could now be seen in almost every part of the country. It is however ironical to say that both Christianity and Islam claim to be religions of peace. The reverse has always been the case in Nigeria. In the last four decades, hardly can a year go without religious unrest in Nigeria. These riots have claimed several lives and property. Several factors are however responsible for these incessant crises. Some of these factors include political instability, unstable economic fortune, poverty, bad governance, military dictatorship,

violation of fundamental human rights, lack of love and value for human life, to mention just a few.

On daily basis millions of Christians and Muslims rub elbows with each other during a variety of encounters. Closeness and distance at the same time characterize the inner relationship between the Christian and Islamic faiths in Nigeria. The door to healthy dialogue on spiritual matter is always open, but seldom entered. Yet an average Muslim in Nigeria lives in suspicion with his Christian brother. The story is however the same is for Christians to Muslims. Several factors are responsible for this suspicion. One is what Matthew Kukah calls "historical differences and misinterpretations aided by colonial histories." In the words of Kukah:

Christian-Muslim relations, even at the best of times, have always been disturbingly marred by suspicions, accusations and counteraccusations over interpretations of history and experiences. This is a historical reality that has been further confounded by the very complex nature of colonial histories on the continent of Africa, where the destruction of the existing civilizations, empires and emperors provided the foundation stones for the establishment of the colonial states that later emerged. The passage of many years after the end of colonial rule has not changed the prejudices.

While Kukah's submission may be generally true in Sub-Sahara Africa; I do specifically concur that the experience is true of Nigeria. Religious issues have been completely politicized in Nigeria. Since Nigeria attained

independence, regional, ethnic and religious tensions have marred its progress. Although the adherents of Islam and Christianity form the dominant majority of the Nigeria society, neither religion has been able to overcome the obstacles laid by the political class, which continues to manipulate religious sentiments set one group against the other. This is one of the reasons why bad governance, corruption, ethno-political and religious riots is rampant in Nigeria. The real religious teachings of love, peace and respect for human life have been neglected. According to Kukah, "the higher religious values that emphasize the dignity of human person as created by God, irrespective of his or her beliefs and station in life have been deemphasized". Little wonder while the government of Nigeria has not been able to do anything tangible about the incessant Christian-Muslim unrests in Nigeria. The political leaders are using manipulating religious sentiments for their personal interests. So, the tensed religious atmosphere of Nigeria is readily visible in that the contest for power within political arena has entered the Cathedrals and Mosques.

With the kind of atmosphere described above, Christian-Muslim violence is naturally almost inevitable. Besides the aforementioned factors is the big issue of poverty. It is like a vicious circle. Corruption and poverty are almost inseparable. While many political and religious leaders in Nigeria are enriching themselves with the public funds; it is the poor majority that suffers the consequences. That is why people can do anything to get money

including been involved in religious violence. In away, it will not be an over statement to state that most Muslim-Christian crisis in Nigeria has little or nothing to do with the religions; rather it is the consequences of corruption and poverty. Samuel Kunhiyop is right to argue that, "the erosion of moral values, increased social values, lack of transparency, disregard for the rule of law, lust of public trust, adoption of a utilitarian ethic, limited productivity and incompetence, ineffective development and administration, limited foreign and domestic investment and general underdevelopment that we experience in Africa are the consequences of corruptions". All these are true of Nigeria and they serve as background for Muslim-Christian unrest in the Nigerian society.

Finally, another factor which must be added quickly is that which is caused as a result of ignorance. Many of the issues that led to Muslim-Christian violence in Nigeria can be traced to this factor. Most adherents of the two religions know little or nothing about each other's faith. The defensive culture of Christianity and Islam must have been responsible for this. Chawkat Moucarry argues that, "although Christian and Muslims have been living together for hundreds of years, they always had a ghetto mentality, especially with regard to their faiths. Mutual ignorance, some would argue, was the price of trouble-free coexistence, and for Christians, perhaps the price of survival." The ghetto mentality explains why it is easy for a Muslim to have a wrong attitude toward a Christian or Christian toward a Muslim (as the case may be) without a

justified cause. What happens about Imago Dei? What happens to love and respect for human life? Where is the Holy Spirit in this issue? We shall now proceed to see what the Bible has to say about this topic.

2. Economic Consequences Postulated Under Organization Of Islamic Conference

The Organization of the Islamic Conference (OIC) with its 57 members is the second largest inter-governmental organization after the UN. As of 2007, the OIC collectively stands for 22 percent of world population, 7 percent of world GDP, 9 percent of world trade, and 12 percent of intra trade. This compares to EU with only 8 percent of world population; it commands a world trade share of 35 percent and an impressive intra trade of 60 percent. The hard fact is that Muslim countries do not trade with or invest in each other's economies the way they do with the industrialized or other developing countries. Ironically, when seen from the standpoint of ownership of global crucial resources, QIC's potential is enormously striking with more than 70 percent of oil and nearly 50 percent of natural gas reserves of the world. Intra-OIC trade stands only about 12 percent of the total trade. However, in recent years there have been clear efforts to enhance trade among OIC member states. Especially relevant is the OIC Ten-Year Program of Action, adopted in 2005, which identified increased economic cooperation among OIC members as a key strategy for higher economic growth and welfare.

Thus far a dozen member states have signed the Protocol on Preferential Tariff Scheme (PRETAS), which proposes a preferential trade regime among the member countries to be effective as of January, 2009. A special grouping within QIC - the so-called D-8 (developing 8) group was established in 1997 to strengthen economic relationships and to provide the impetus for greater economic integration within the larger QIC community. The D-8 group comprises eight major countries within QIC - Malaysia, Iran, Indonesia, Turkey, Bangladesh, Nigeria, Pakistan, and Egypt. The D-8 member countries have signed a preferential trade agreement with the aim of strengthening intra-trade and their economic relationships for improvements in living standards as well as for world harmony and stability. Various sectors have been identified for cooperation and project development in this trade agreement. These include intra-trade, industry, telecommunications and information, finance, banking and privatization, rural development, science and technology, poverty alleviation and human resources development, agriculture, energy, environment and health.

This paper investigates the intra-trade and welfare effects of the preferential trade agreement among the D-8 countries by looking at the possibility of a full-fledge trade liberalization through the expansion of the coverage of the preferential tariff reduction. This paper applies the computable general equilibrium (CGE) modeling approach using the Global Trade Analysis project (GTAP) model and the accompanying V7 database for a

quantitative analysis of the economic effects of a free trade arrangement between the contracting countries. A full-fledged trade liberalization of tariff barriers is examined with special focus on Malaysia, Turkey and Indonesia.

The effect of a change in trade policies on the welfare of a region depends on the impacts of changes in world prices on the welfare of the trading country and the efficiency gains associated with output changes. The welfare measure in the analysis employs the equivalent variation (EV) criterion, a measure of absolute welfare gains for each regional household, expressed in millions of USD. The EV can be interpreted as the change in regional household income at constant prices that is equivalent to the proposed changes. Because the EV uses initial period prices as its base, welfare results from any given simulation can be compared directly. Changes in welfare as a result of trade liberalization could be due to changes in terms of trade, better use of resources (allocative efficiency) and others, i.e. less costly imports and scale effects. Results in Table 10 suggest that improvement in effectiveness of use of resources, followed by increases in terms of trade contribute to the increase in Malaysian societal welfare that includes poverty alleviation. Aggregate effects of other factors seem to have a small negative effect on social welfare. The increase in Malaysian GDP results in the decline of dead welfare loss and this implies that Malaysian aggregate supply before trade liberalization has been inefficient.

Iran and Bangladesh are expected to be worse off among D-8 nations following the D-8 trade liberalization. Turkey gains from freer trade due to increases in terms of trade while resources efficiency seems unchanged. Pakistan and Indonesian welfare is expected to improve. The reduction in Nigerian GDP is manifested by the decline in the efficiency of resource use as well as terms of trade, while less costly imports of Nigeria from other D-8 members and improvements in economics of scale are translated into a net gain in Nigerian welfare. The 13 increase in Egypt's social dead loss weight is due to the reduction in GDP brought by the decline in resource allocation process and economics of scale. The wide range of effects from the D-8 freer trade suggests that not every country will benefit from trade liberalization. As is obvious from Table 14, Iran, Bangladesh and Egypt may experience a reduction in welfare while other D-8 nations (Malaysia, Turkey, Indonesia, Nigeria and Pakistan) will gain.

Conclusion

This paper is concluded with the assertion that the over roll effect or influence of religion on Nigerian politics has been much more negative than positive. This is because, it has resulted in so many catastrophic crises with so many attendant consequences (Tourekaza Toure 2005). Such crises include the intractable jos crisis, the miss world crisis, the Lagos and Shagamu crises and many more.

In spite of the foregoing negative assertion, religion has equally been serving as a stabilizing force in Nigeria, especially if drawn from the two dominant religions in Nigeria, that is Islam and Christianity and the role played by the two dominate religious bodies, that is the supreme council for Islamic affairs (SCIA) and the Christian Association of Nigeria (CAN).

References:

- Paul Varo Martinson, *Islam An introduction for Christians*. Minneapolis: Augsburg.
- James P. D., Christian A. 1979. Approach to Muslims: Reflections from West Africa. Pasadena: William Carey Library.
- Hassan K. M. "*Christian-Muslim Relations in Sub-Sahara Africa: Problems and prospects*", Routledge Taylor and Group, Vol.18, No.2, 155-164, April 2007. [4] Kukah, 155-164.
- Hassan K. M. "*Christian-Muslim Relations in Sub-Sahara Africa: Problems and prospect* ", 155-164. Kukah, 155-164.
- Razaq A. K. 2000. "*Islam and Christian-Muslim Relations in Niger Delta (Nigeria)* ", Journal of Muslim Minority Affairs, Vol. 20, No.1.
- Samuel W. K. 2008 *African Christian Ethics*. Nairobi: WorldAlive Publishers, 166-168.
- Paul V. M. 2001. *Islam An introduction for Christians*, 17. Chawkat Moucarry, *Faith to Faith*:

Christianity and Islam in Dialogue. Leicester:
Inter-Varsity Press, 15.

VOCATIONAL EDUCATION FOR ECONOMIC DEVELOPMENT IN NIGERIA

Akpors Sunday OSEJI
akporsej@yahoo.com

&

Adedoyin Opeyemi OKUSANYA

&

Soyebi Gabriel ADEWALE
adewalesoyebi@yahoo.com

Tai Solarin University of Education (Nigeria)

Abstract

Vocational Education is the form of education that comprises of the training in skills necessary for gainful employment as well as acquisition of basic educational foundation in both sciences, applied sciences and humanity, This paper discusses the perceived roles of Vocational Education in enhancing employment and economic growth. The paper among others dwelt on current status of Vocational Education in the country; some features of vocational education, roles of Vocational Education in the development of economy. It also examined the benefits of Vocational Education to the nation's economic development. Conclusion and recommendations were also proffered; among the recommendation is that opportunities should be provided in industries for Vocational Education teachers to regularly update their workshop experiences.

Keywords: Vocation, Vocational Education, Economic Development

Introduction

The need for nation to be self-reliance through the development and expansion of their industrial bases and production has led countries including Nigeria to lay much emphasis on Vocational Education. In an attempt to address the employment needs as well as the problem of poverty, gender disparity, occupational and vocational skill acquisition for economic reliance, all and sundry are replete in Nigeria. The world in particular is growing in complexity day in day out while the labour market is getting saturated daily. For the past years Nigeria economy has not been encouraging. There has been serious surge of unemployment which has led to some other diverse crimes like robbery which now comes in different forms, rather than the main way of carrying gun.

In the past education in Nigeria was based on the need of the missionaries for teachers and preachers, as well as the need of the government for clerical workers in government offices, which is the main reasons for early establishment of both elementary and Secondary Schools by the missionaries themselves [Fafunwa, 2004]. The early Secondary Schools were grammar Schools founded after the English System. No technical or vocational schools were originally established. As a result of this, education gradually became a means of avoiding manual work hence, the educational system was greatly criticized and not only for neglect of Vocational Education and training that would have made people to be self-reliant for

national development but, being not relevant to peculiar needs of the Nigerian pupils. Education which is the process of emancipation, civilization and development as asserted by Jibrin, Danjuma and Zayum (2007), is also equated to a key that unlocks the development of personal (self-reliant) and national potentials (national development)..., which is the reason why the government of Nigeria regarded education as an instrument per excellence for effective national development (Jiddere, 2002). The development ideas, scientific advancement, vocational and technological breakthrough, economic development ...are made possible by the educational theories and practices (FME, 2003).

I. Concept of economic development

Economic development is the sustained, concerted actions of policy makers and communities that promote the standard of living and economic health of a specific area. Economic development can also be referred to as the quantitative and qualitative changes in the economy. Such actions can involve multiple areas including development of human capital, critical infrastructure, regional competitiveness, environmental sustainability, social inclusion, health, safety, literacy, and other initiatives. Economic development differs from economic growth. Whereas economic development is a policy intervention endeavor with aims of economic and social well-being of people, economic growth is a phenomenon of market productivity and rise in GDP. Consequently, as economist

Amartya Sen points out, "economic growth is one aspect of the process of economic development. But the progress of any society lies in the productivity of its citizens. Higher productivity gives a nation advantage of economies of scale and lowers the costs of production and prices of goods and services. Nigeria should begin now to take very seriously investment in education and skill training as no nation can compete effectively in the emerging global market place with poorly educated and unskilled workers. The leading factors of production in the emerging global economy are said to be technology, knowledge, creativity and innovation.

2. Concept of vocational education

The concept Vocational Education according to Olakotan (2010) has drawn the attention of several scholars to what the concept of Vocational Education should be, yet little or no variations exist in the various concepts given by the scholars. Jimoh, Dawodu, Adegoke and Komolafe (2005) Conceptualized Vocational Education as a form of education which provides an individual with the skills, knowledge, attitude and understanding necessary for securing, maintaining and advancing in chosen occupation. They further sees Vocational Education as a skilled based programmed designed to provide an individual with practical skills, attitude, understanding and knowledge necessary for acquiring vocational expertise and with capabilities for employment in a chosen occupation.

Vocational Education is seen as an education that makes an individual self-reliant. The purpose of Vocational Education is for individual to make a living and educate people in order to make life meaningful to them. Vocational Education is the type of education which fits the individual for gainful employment in recognized occupation as semi-skilled workers or technicians or sub-professionals.

Vocational Education is that form of education involving, in adding to general education, the study of technologies and related sciences, and the acquisition of practical skills, attitudes, understanding, and knowledge relating to occupation in various sectors of economic and social life.

3. The Relevance of vocational education to economic development

Historically, Vocational Education has been a way of preparing a work force for industry, then as a means of improving the formation of human capital and increase productivity and employment and recently as a tool to enhance human development and sustainable growth (Parma and Norma 200). However, past economic development has produced rapid growth in some countries. This requires that, if one component of the total stock of capital is reduced, it must be replenished (if renewable) or affect by greater investment in another component. The major importance of bringing about enhancing development in our society fall within the broad-field of

Vocational Education. The aims of Vocational Education are:

- a. To improve trained manpower in applied science, Technology and Commerce particularly at sub-professional grades.
- b. To provide technical knowledge and vocational skill necessary for agricultural industrial, commercial and economic development.
- c. To provide people who can apply scientific knowledge to the improvement and solution of environmental problems for the use and convenience of man.
- d. To give an introduction to professional studies in engineering and other technologies.
- e. To give training and impart the necessary skills leading to the production of craftsman, technicians and other skills personnel who would be enterprising and self-reliant.
- f. To enable over young men and women to have an intelligent understanding of increasing perplexity of technology.

If the above aims of Vocational Education are achieved, these would bring about development in the following areas of National economy:

- a. The rate of employment generation ;
- b. The level of economic growth and development;
- c. The level of development in productive and management skills;

- d. The level of development in commerce, science and technology;
- e. The method of technical and manpower development;
- f. The type of work ethic in operation.

4. Vocational education to increase structural transformation:

Robert (2001) sees development to mean a profound change in economy, a structural transformation that defers by country and time. The current unprecedented global transformation challenges each society in various ways. Developing countries acquiring sunset industries, developed countries exploring high technology have different needs and effective Vocational Education must capture this swift change and adjust quickly within a particular context, ideal with close cooperation between government, employers and workers.

According to Parmanand and Verma (2000) globally, Vocational Education must:

- a. Reduce shortage of skilled workers.
- b. Continuously upgrade workforce skilled levels.
- c. Respond to new forms of work organization.
- d. Help vulnerable group's employment.
- e. Adjust to service sector and micro enterprise needs.
- f. Cope with the special situation of transition economics.

5. Vocational education to reduce unemployment:

The effective reduction of persistence underemployment and unemployment could be achieved through Vocational Education in the current context of rapid globalization and swift technological progress. This is because countries with skilled workforce and growth oriented policies are making progress, partly through investment in skilled development which helps increases employment in other countries with less ideal condition. If unemployment exists partly because of skilled mismatch, training can clearly reduce joblessness.

5.1 Vocational Education to increase Industrial Development:

The role Vocational education is also seen in producing graduates in design, construction and operation of industries; including oil, agriculture, forestry, petrochemicals, mineral and water resources, electrical power generation and distribution, textile, iron and steel, automotive and plastics as well as in health technology, environmental designs, armaments and commercial enterprises are evidences of the invaluable roles of vocational education in national industrial development. Industry has to do with people and activities involved in producing goods and services to meet the needs of the society.

Vocational Education Training gives its young graduates the skills to do productive work using levels of technologies that suit their communities. In this way they

can generate income for themselves and add to the prosperity in their various communities.

5.2 Challenges of vocational education

Vocational Education programme in Nigerian universities would have been more than what it is today, but due to some challenges it faces, it has not attained the height its desires as compared to its counterpart in other countries of the world. Among the challenges it faces are:

- *Federal Government lukewarm attitudes towards vocational education programme in Nigerian universities:* Federal Government of Nigerian has not come to appreciate the contribution of Vocational Education programme to national economic development even though it is a tool to combat unemployment and poverty in our societies. This is because successful governments have not found it necessary to adequately finance both the planning and implementation of standard and sustainable Vocational Education programme in Nigerian universities. In support of this statement, Okorie (2001) said that insufficient finance is a realistic and practical factor inhibiting the implementation of Vocational Education programme in Nigeria.
- *The perception of the society towards vocational education:* The society does not accord respect or recognition to the graduates of Vocational Education. The impression is that this type of

education is meant for the unintelligent and under-achievers. According to Amoor (2009), most parents do not encourage or guide their wards to take a course in Vocational Education programme in Nigerian universities; this is because the society does not place any significant value or dignity on the programme. This subsequently affects the enrolment of candidates into Vocational Education programme in Nigerian universities.

- Lack of candidates' interest: Many candidates aspiring to acquire university education do not have interest in Vocational Education programme. An interaction with prospective universities' candidates revealed that the nomenclature of the degree (B.Ed) in most of the Nigerian universities that offer Vocational Education programme accounts for their indifference since most of them do not want to end up in the class-room as teachers.
- Facilities: Most Vocational education departments in Nigerian universities do not have laboratories or workshops space let alone usable equipment and facilities and where they exist, they are grossly inadequate, as the laboratories only have the items or equipment that were provided when the departments were established. The available facilities, programme as at today are inadequate quantitatively and qualitatively and besides they are obsolete.

- Brain Drain: In the context of this paper, brain drain refers to the movement of lecturers of vocational technical education which are needed for the socio-economic and technological advancement of Nigeria from one university to other universities or to other professionals (including politics) calling for better conditions of service. Akintunde (1989) identified five different components of brain drain:
 - i. Experts in academics who moved to the industry where they get better pay for their services.
 - ii. Lecturers and students who leave the country to acquire more knowledge and skill but later refused to return.
 - iii. Lecturers who move from one country for other conditions of service, etc.

6. Strategies for revamping vocational education in Nigeria

To meet the policy goals of NPE, and the challenges facing the VTE in Nigeria, Vocational Education should adhere to the following strategies:

- Institute flexible, workable and *adaptable programme*: For Nigeria to address the socio-economic changes currently taking place worldwide, VTE must be ready to amend and revise some of its curricula where necessary so as to effectively become a driving factor for the

implementation of the adjusted socio-economic development strategies. The globalization including that of job market now calls for vocational education curricula, which will ensure that VTE graduates demonstrate work competencies that will meet global quality expectations. Vocational Education should strive to adopt strategies to produce graduates who are innovative and adaptable to changes in the world of work. Vocational Education graduates should strive to be job creators rather than job seekers who roam around the street of Nigeria with dozens of certificate in endless search for jobs.

- Ensuring high quality and appropriately skilled vocational professionals: For Vocational Education to meet the economic, social and political trends of the time, the nation must use qualify vocational training professionals/teachers in implementing Vocational Education programme. These professionals are pivotal in promoting Vocational Education polices/reforms and strategies in Nigeria. The professionals have all the necessary skills, abilities and capabilities (Manfred and Jennifer, 2004) for carrying out the programme since the quality of Vocational Education depends mainly on the quality of VTE teachers and trainers.
- Encouraging continuing vocational education: The greatest weakness in the execution of Vocational

Education is disjointed training and lack of continuity of the programme from primary school level to tertiary school level and no-the-job training. There is urgent need for continuity in any programme or training. Nigeria is very good in formulating very viable policies and goals for the betterment of her citizens but the question is to what extent do the planners and implementers ensure that programme starts from the infancy stage to fully completed and evaluated stage without creating gaps along the line.

- Investing in quality vocational education programme: The acquisition of skills and competencies is very necessary for one to fit into jobs especially in this era of ICT. The three tiers of government, education stakeholders and employers should give massive support to Vocational Education programmes, by investing in the programmes. The major hindrances to the growth of Vocational Education include dearth of vocational teachers, weak capital base, poor funding, poor technology among others, which result in graduates with low skills.
- Training and learning should take place in authentic and real work environment: For Vocational Education to survive in Nigeria and meet the world economic order, training and learning must take place in an environment where all the necessary tools, machines, equipment's and

facilities are in place and resemble the place for real work environment. What one is able to see, touch, experience and finally put into practice is better than what experience teacher with dozens of building and artificial things can put in place.

- Assessment criteria: Assessment criteria to be used should be based at least in principles, on occupational rather than educational standards. Assessment should reflect what a competent person needs to be able to do, rather than what can be achieved at the end of a specific course. When all these strategies and solutions are adhered to, the VTE in Nigeria will definitely take a new outlook in line with the trend in the global world.

Conclusion

The development of a nation immensely depends on the amount of output it can procure per unit input. Nigeria's inability to properly develop its human and material resources is manifested in low productivity as shown not only in high prices of industrial products in the domestic market but also in the lack of competitiveness in the international market. Vocational educational training provides one of the keys for a well-rounded development of any nation's economy. The lack of trained vocational manpower represents a very serious gap in the development of third-world countries like Nigeria. Governments, the private sector, trade unions and non-

governmental organizations, through their policies and activities, have major roles to play to reverse this trend.

Recommendation

In order to bring about the needed industrial growth and development and economic growth which are the key components of the transformation agenda through Vocational Education the following recommendations are made:

- Government, via legislation, should formalize the promotion and funding of vocational skills acquisition being currently championed by the major oil companies within their operating communities and make it a social responsibility of the organized private sector.
- As a way of reducing unemployment among Nigerian youths, vocational education should be integrated properly into the general education system with the provision of needed facilities and infrastructure.
- There should be exchange of technical/vocational teachers between states in the federation, that is, between "educationally disadvantaged" and "educationally advantaged" states for exchange of technical knowledge and ideas.
- Opportunities should be provided in industries for Vocational and Technical Education teachers to regularly update their workshop experiences

- The Federal Government must take deliberate steps to address the imbalance between technical/vocational schools by coming up with a legislation that would force the establishment of private vocational institutions rather than universities.
- The curriculum of vocational schools and institutions should be tailored to the need of industries so that products of vocational training are employable.

References

- Jimoh, A.J., Dawodu, R.A., Adegoke, E.O., Komolafe, A.O. (2005). Vocational Education In Nigeria. Lagos: Raytel communications Ltd.
- Nuru, A. (2007). The relevance of National Vocational Education Qualifications (NVQs) in TVE in Nigeria. unpublished conference paper.
- ILO (2004). Global Employment Trends for youth. Information available in <http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public>. retrieved 09-06-2010,
- Jibirin A.G, Danjuma I.M.and Zayum, S.D. (2007) Education Reform and Teacher Education in Nigeria a: The way forward. *JONATT* 6(2)78-86
- Jiddere, M.K. (2002). The Role of Primary School Supervision in the effective implementation of UBE Scheme. A paper presented at the

- conference of the National Association for Educational Research and implementation (NASERI) at F.C.E.Kano.Oct.14-18
- Fafunwa, A.B., 2004. History of Education in Nigeria. NPS Educational Publishers Ltd., Ibadan.
- Salami, C.G.E. (2011). Entrepreneurship and youth unemployment in Nigeria: The missing link. Global Journal of Management and Business Research. 11(5), 60-65
- Oyenuga, A.O. (2003): understanding vocational and technical education. J.O. Olusanya, A. Ajani and A.O. Oyenuga (EDS), fundamentals of vocational and technical education.
- Punch: "Vision 20-20 is FG's craziest concept– Sagay," February 17, 2009; Daily Trust: "Yar'adua inaugurates Vision 2020 business support group today," February 16, 2009.
- R.N. Oranu (2010) Vocational and technical education in Nigeria;
<http://www.ibe.unesco.org/curriculum/AfricaPdf/lago2ora.pdf>, retrived August, 2010